JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone

Renseignements : 579-01-95

Administration : 578-61-39

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1974-1975

COMPTE RENDU INTEGRAL — 66^e SEANCE

1^{re} Séance du Mercredi 11 Juin 1975.

SOMMAIRE

1. — Questions au Gouvernement (p. 3973).

STATUT DE LA FEMME DE L'ARTISAN OU DU COMMERÇANT

MM. Jean-Claude Simon, Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat.

REVISION DU PRIX DE JOURNÉE DES HÔPITAUX

M. Max Lejeune, Mme Veil, ministre de la santé.

CONSÉQUENCES DE L'INCENDIE A L'HÔPITAL SAINT-ANTOINE

MM. Bernard Marie, Soisson, secrétaire d'Etat aux universités.

AVENIR DE L'AVIATION EUROPÉENNE

MM. Vatteix, Chirac, Premier ministre.

DÉVELOPPEMENT DU TÉLÉPHONE EN ZONE RURALE

MM. Maujouan du Gasset, Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

PRIX DE VENTE DE L'ÉLECTRICITÉ DISTRIBUÉE PAR LES ENTREPRISES NON NATIONALISÉES

MM. Hausherr, d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche.

CONGÉS PAYÉS DES CHÔMEURS PARTIELS

MM. Charles Bignon, Durafour, ministre du travail.

EXERCICE DES LIBERTÉS SYNDICALES

MM. Jans, Durafour, ministre du travail.

ATTENTATS PERPÉTRÉS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

MM. Odru, Penlatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

SITUATION DES ASSISTANTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

MM. Ralite, Soisson, secrétaire d'Etat aux universités.

AMÉLIORATIONS TECHNIQUES DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

MM. Lucas, Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

MM. Mitterrand, Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

RELANCE DU MARCHÉ DU VIN

MM. Antagnac, Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

2. — Suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle. — Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 3978).

M. Piot, vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Suspension et reprise de la séance (p. 3978).

Art. 1^{er} :

MM. Maujoui du Gasset, Papon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, saisie pour avis ; Glon.

Amendement n° 115 de M. Chassagne : MM. Chassagne, Burckel, rapporteur de la commission des lois ; Fourcade, ministre de l'économie et des finances. — Rejet.

Amendement n° 83 de M. Massot : MM. Boutloche, le rapporteur, le ministre. — Réserve.

Amendements n° 2 de la commission des lois et 84 de M. Massot : MM. le rapporteur, Plantier, le ministre. — Adoption de l'amendement n° 2 ; l'amendement n° 84 est satisfait.

Amendement n° 3 de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 4 de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Réserve de l'article 1^{er}.

Art. 2 :

MM. le rapporteur général, Plantier, le président, Marlo Bénard, Foyer, président de la commission des lois ; Voisin, Balmigère, le ministre, Guerneur, Buron.

Amendement n° 5 de la commission des lois : MM. le rapporteur, Robert-André Vivien, le président de la commission des lois, Bertrand Denis, le ministre, Bécam, Josselin. — Rejet.

Amendement n° 72 de M. Pranchère : MM. le rapporteur, Voisin, le ministre, Icart, président de la commission des finances ; le président, le président de la commission des lois. — L'amendement est déclaré irrecevable.

Amendement n° 6 de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre, le président de la commission des finances, le président, Chauvet. — Adoption.

Amendements identiques n° 47 de la commission des finances et 73 de M. Vizet : MM. le rapporteur général, Combrisson, le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 3988).

Rappels au règlement : MM. Bardol, Bouloche, le président, le président de la commission des lois, le ministre.

MM. le rapporteur général, le ministre, le rapporteur. — Adoption du texte identique des amendements n° 47 et 73.

Amendements n° 7 de la commission des lois, 135 de M. Hamel, 144 de M. Bardol, 26 de M. Glon, 99 de M. Goulet, 130 de M. d'Harcourt : MM. le rapporteur, Hamel. — Retrait de l'amendement n° 135.

MM. Bardol, Jean-Claude Simon, Goulet, d'Harcourt, le ministre, le président, le président de la commission des finances. — Les amendements n° 7, 144, 26, 99 et 130 sont déclarés irrecevables.

Amendement n° 48 de la commission des finances : MM. le rapporteur général, Duroméa, le rapporteur, le ministre. — Retrait. L'amendement sera repris à l'article 5.

Amendements n° 118 de M. Bouloche, 49 de la commission des finances et 8 de la commission des lois : MM. le rapporteur, Josselin, le rapporteur général, Bertrand Denis, Voisin, Mario Bénard, le ministre, Fanton. — Retrait de l'amendement n° 8 ; rejet de l'amendement n° 118 modifié et de l'amendement n° 49.

Amendement n° 74 de M. Vizet : MM. Vizet, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Adoption de l'article 2 modifié.

Renvoi de la suite de la discussion.

3. — Ordre du jour (p. 3996).

PRESIDENCE DE M. EDGAR FAURE

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions au Gouvernement.

STATUT DE LA FEMME DE L'ARTISAN OU DU COMMERÇANT

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Simon.

M. Jean-Claude Simon. Monsieur le ministre du commerce et de l'artisanat, au moment où l'Assemblée examine le projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle, projet qui intéresse au premier chef les commerçants et les artisans, nous nous devons de penser à celles qui, très souvent, les secondent et jouent un rôle essentiel dans leur activité, je veux parler de leurs épouses.

En vue de mettre fin aux situations douloureuses que connaît nombre de ces femmes, notamment lors du décès de leur époux, ne conviendrait-il pas de codifier un statut de la femme de l'artisan ou du commerçant ? (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat. La question évoquée par M. Jean-Claude Simon est importante et, me semble-t-il, très opportune.

S'il me le permet, j'envisagerai ici le rôle des femmes de commerçants ou d'artisans, non pas sous l'angle de la contribution des patentes ou de la taxe professionnelle, mais sous d'autres aspects tout aussi essentiels.

La femme d'artisan ou de commerçant joue, comme M. Jean-Claude Simon l'a souligné, un rôle capital dans la création et le développement de l'entreprise, et cela d'autant plus que celle-ci est de taille modeste. Elle décharge souvent son mari des tâches d'administration et même de gestion ; elle lui permet de mieux se consacrer tantôt à la production, tantôt à la vente, tantôt à des services de réparation ou d'entretien, tantôt à la surveillance des chantiers. C'est ainsi qu'elle contribue, pour une très large part, à améliorer la productivité de l'entreprise.

Conscient de l'importance de la mission des femmes d'artisans ou de commerçants, j'ai pris et continuerai de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour consacrer leur rôle et leur permettre d'assurer leurs missions dans les meilleures conditions.

Je vais d'abord engager les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers à examiner la situation de ces femmes, à créer à cette fin des groupes de travail spécialisés auxquels elles devront, bien entendu, être associées et qui, très rapidement, auront à me faire des propositions concrètes.

Des initiatives ont déjà été prises en vue du regroupement des femmes de commerçants et d'artisans ; c'est ainsi que certains groupements ont été constitués et fonctionnent, notamment dans les départements du Vaucluse, de la Creuse et du Puy-de-Dôme.

Je me préoccupe, en outre, d'inciter les femmes de commerçants ou d'artisans à prendre des responsabilités croissantes dans les organisations professionnelles et dans les chambres consulaires, qu'elles peuvent enrichir de leur expérience et faire progresser grâce à leur compétence dans de nombreux domaines.

C'est pourquoi les candidatures féminines aux prochaines élections consulaires doivent être encouragées.

Dès à présent, je veux développer la formation des femmes de commerçants et d'artisans en matière de gestion, et je demande aux comités consulaires d'ouvrir largement à ces femmes les cours d'initiation et de perfectionnement en matière de gestion. Cette formule fonctionne déjà dans quelques chambres consulaires, notamment en Charente où mon ministère subventionne un programme de formation destiné principalement aux femmes d'artisans.

Enfin, j'ai le souci permanent, avec mon collègue M. le ministre du travail, de veiller à ce que soient reconnus, à l'occasion des décisions sur chaque disposition sociale, les droits spécifiques des femmes de commerçants et d'artisans.

C'est ainsi que le dernier train de mesures que je viens d'annoncer concerne les droits des femmes. Par exemple, l'accès aux logements-foyers destinés aux personnes âgées est ouvert aux femmes comme aux hommes; il n'y a, dans mon esprit, aucune discrimination.

En outre, je rappelle que les dispositions relatives aux aides aux commerçants et artisans âgés prévoient des majorations non négligeables pour les chefs d'entreprise mariés.

En dernier lieu, j'observe, monsieur le député, que les nouvelles règles d'attribution de l'aide spéciale compensatrice et de l'aide sur fonds sociaux ouvrent d'appréciables facilités aux veuves de commerçants ou d'artisans.

Voilà un ensemble de dispositions qui sont de nature à répondre à vos préoccupations.

Quant au statut que vous avez évoqué, je l'examine; vous savez qu'un statut donne des avantages mais impose aussi des contraintes. Je suis persuadé néanmoins que nous pouvons très utilement aller dans le sens que vous avez indiqué. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

REVISION DU PRIX DE JOURNÉE DES HÔPITAUX

M. le président. La parole est à M. Lejeune.

M. Max Lejeune. Madame le ministre de la santé, vous n'ignorez pas que les établissements hospitaliers connaissent actuellement une situation de trésorerie difficile, du fait de la limite qui a été fixée lors de l'établissement du prix de journée pour l'année 1975, situation encore aggravée par l'intervention de mesures, certes légitimes et que nous attendions, en faveur du personnel soignant.

Je suis donc conduit à vous poser la question suivante : compte tenu des déficits constatés au terme du premier semestre de cette année et qui menacent même, dans certains établissements, le paiement régulier du personnel, ne serait-il pas possible de procéder dès maintenant à une révision forfaitaire du prix de journée ? (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. le président. La parole est à Mme le ministre de la santé.

Mme Simone Veil, ministre de la santé. Ainsi que l'a souligné M. Max Lejeune, la situation de trésorerie des hôpitaux, aggravée par l'attribution de primes au personnel soignant, est effectivement préoccupante, et nous cherchons, depuis un certain temps déjà, les moyens de l'améliorer.

En attendant la mise au point, que j'espère rapide, de mesures de plus large portée et permanentes, la fixation d'une majoration forfaitaire des prix de journée fera l'objet, avant la fin de la semaine, d'une réunion groupant les représentants de mon ministère et ceux des départements ministériels concernés : le ministère de l'économie et des finances et le ministère du travail. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

CONSÉQUENCES DE L'INCENDIE À L'HÔPITAL SAINT-ANTOINE

M. le président. La parole est à M. Marie.

M. Bernard Marie. Le 27 mai dernier, un incendie a provoqué des dégâts matériels considérables au centre hospitalier universitaire de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, ce qui a interrompu la formation de nombreux étudiants presque à la veille des examens.

M. le secrétaire d'Etat aux universités pourrait-il nous indiquer quelles mesures ont été prises pour permettre aux étudiants concernés d'achever leur année universitaire et quelles sont celles qui sont envisagées pour assurer l'accueil de ces mêmes étudiants lors de la prochaine rentrée ? En particulier, pourrait-il préciser si une remise en état des locaux détruits paraît possible ou si une solution de remplacement doit être retenue ?

Enfin, sur un plan beaucoup plus général, je souhaiterais qu'il nous fasse connaître, d'une part, les résultats des études effectuées concernant la sécurité et, d'autre part, les dispositions prises ou envisagées afin d'éviter le renouvellement d'un tel sinistre, non seulement à l'hôpital Saint-Antoine, mais dans tous les établissements qui relèvent de la compétence du secrétariat d'Etat aux universités.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux universités.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités. J'ai pris toutes dispositions utiles pour que les étudiants de l'hôpital Saint-Antoine puissent achever leurs études et notamment passer leurs examens en cette fin de l'année universitaire en cours : tous les locaux universitaires disponibles de Paris pourront, à cet effet, être utilisés.

Par ailleurs, j'ai pris toutes les mesures nécessaires pour que les locaux d'enseignement de cet hôpital soient remis en état par priorité : les travaux seront exécutés durant l'été.

J'espère que, pour la prochaine rentrée universitaire, les locaux seront prêts et qu'en définitive les étudiants n'auront éprouvé aucune gêne.

D'une façon plus générale, dès mon entrée en fonctions, je me suis préoccupé de la mise en conformité des installations universitaires, notamment en région parisienne, avec les nouvelles normes de sécurité.

Des études techniques approfondies ont été menées, selon un plan cohérent, intéressant en premier lieu les installations qui, comme celles de l'hôpital Saint-Antoine, supposent des travaux de réfection importants.

Je précise à M. Bernard Marie que l'ampleur technique et financière de la remise en état de la totalité des locaux d'enseignement et de recherche du C.H.U. de Saint-Antoine est telle que, plusieurs mois, peut-être même un an ou un an et demi, seront sans doute nécessaires pour les mener à bien.

Les crédits nécessaires s'élèvent à près de quarante millions de francs. Ils seront dégagés en priorité au titre du projet de budget de 1976. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

AVENIR DE L'AVIATION EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Valleix.

M. Jean Valleix. Monsieur le Premier ministre, on connaît la solution intervenue pour « le marché du siècle », solution qui est aussi, malheureusement, une « mauvaise affaire » pour l'Europe.

Vous avez rappelé hier, devant le Sénat, qu'en présence de ce constat nous devons affirmer une volonté européenne d'autant plus résolue, notamment pour sauver l'aviation civile européenne.

Depuis le début de la semaine, des déclarations belges et hollandaises suggèrent la mise en place d'une structure européenne pour promouvoir l'aviation de notre continent. Ces derniers mois, les Communautés européennes ont elles-mêmes engagé des études en ce sens.

Le 29 mai dernier, lors de la session de l'U. E. O. à Bonn, j'ai présenté et fait approuver la proposition d'une agence européenne de l'aviation.

Une telle organisation, monsieur le Premier ministre, ne pourrait-elle concourir efficacement à cet objectif de sauvegarde de l'aviation européenne, et le Gouvernement français, après la décision regrettable que l'on sait, ne serait-il pas particulièrement bien placé pour soutenir un tel projet et être entendu de nos partenaires ? (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jacques Chirac, Premier ministre. Le Gouvernement français considère que la réponse donnée par quatre pays européens, dont trois appartiennent à la Communauté, au sujet du renouvellement de leurs avions de combat, est profondément regrettable dans la mesure où cette réponse, qui ne s'appuie manifestement pas sur des raisons techniques, entre dans le cadre d'un grand débat européen.

Du point de vue technique, les qualités des deux avions concurrents pouvaient être considérées, selon l'avis de tous les observateurs de bonne foi, comme équivalentes. De surcroît, l'avion français avait l'avantage d'exister et de voler, ce qui n'était pas le cas, tout au moins dans sa forme définitive et équipée, pour l'avion américain. En effet, ce dernier, qui n'existe encore que sous forme de prototype, exigera d'être profondément remanié avant d'exercer les missions qui doivent lui être confiées.

Aux yeux de plusieurs dirigeants des gouvernements ou des parlements européens est donc apparue une contradiction que, pour notre part, nous jugeons regrettable, entre les actes et les déclarations d'intention.

Vous avez employé l'expression, monsieur Valleix, de « marché du siècle ». Elle recouvre une appréciation quantitative du coût total de l'opération, mais non une appréciation qualitative. En effet, la France avait voulu donner à l'opération un véritable caractère européen. C'est pourquoi les propositions qu'elle avait présentées ne lui procuraient, commercialement ou industriellement, donc économiquement, que des avantages très modestes.

Notre regret est donc non pas tellement de nature commerciale, mais plutôt politique. La France semble être le seul pays européen à posséder la volonté de développer son industrie aéronautique. Nous tirerons de l'affaire les conclusions qui

s'imposent au sujet du soutien à apporter à cette industrie et aux projets que nous pourrions promouvoir pour assurer son développement.

Dans cet esprit, nous n'avons nullement renoncé au développement de l'industrie aéronautique européenne. C'est pourquoi j'ai déjà proposé de lancer des études en liaison avec les compagnies aériennes européennes, qui assurent, en effet, plus du tiers du trafic international alors qu'elles n'utilisent pratiquement pas d'avions fabriqués en Europe; ces études doivent tendre à la construction d'un véritable avion de transport européen. Sur ce plan, j'espère que nous aurons davantage de chance.

Quant à la dernière de vos observations, j'en prends note avec intérêt et j'examinerai les suites qui peuvent lui être données. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

DÉVELOPPEMENT DU TÉLÉPHONE EN ZONE RURALE

M. le président. La parole est à M. Maujoui du Gasset.

M. Joseph-Henri Maujoui du Gasset. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

Récemment, il a été décidé en conseil des ministres qu'un effort substantiel serait accompli en faveur du téléphone qui — chacun le sait — est désormais un élément déterminant pour le développement rural et l'aménagement du territoire.

Dans les crédits prévus pour le développement du téléphone, une ligne budgétaire sera-t-elle réservée aux communications en milieu rural ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat. Monsieur Maujoui du Gasset, l'effort particulier consenti par le Gouvernement, tant dans le plan de la relance que dans le prochain budget, qui marquera une augmentation de 80 p. 100 par rapport au budget de 1974, servira à augmenter la densité téléphonique de notre pays.

Quelles seront les conséquences en zone rurale de cet effort exceptionnel des postes et télécommunications ?

D'une part, il nous permettra la poursuite de l'automatisation du téléphone. A la fin de 1974, 530 000 lignes étaient encore desservies en manuel; ce nombre sera divisé par cinq à la fin de l'année 1977. A cette époque, aux quatre régions entièrement automatisées — Paris, Bretagne, Nord et Alsace — s'en ajouteront huit : Lorraine, Centre, Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Haute et Basse-Normandie, Pays-de-Loire, Poitou-Charentes.

Dans le même temps, l'accroissement de la densité téléphonique sera de l'ordre de 50 p. 100, ce qui permettra de réduire sensiblement le délai moyen de raccordement. L'impact du programme supplémentaire se manifestera aussi en matière d'emploi, non seulement dans les P. T. T., mais dans les établissements de l'industrie des télécommunications, qui sont localisées pour une bonne part dans les régions rurales de l'Ouest et du Centre.

Après ce préambule, j'en viens plus précisément à votre question : je n'ai nullement l'intention de créer une ligne budgétaire spéciale pour le téléphone rural.

Le véritable problème est de savoir quel choix nous allons faire pour les créations de lignes téléphoniques. Allons-nous céder à la pente naturelle et aux attraits de la rentabilité en créant des lignes urbaines ou, au contraire, allons-nous tenir compte du fait que le téléphone représente un moyen essentiel de rompre l'isolement en milieu rural ?

Pour ma part, je considère que les télécommunications ont vocation à participer à la rupture de l'isolement des zones rurales et je prendrai toutes dispositions pour que celles-ci trouvent leur place dans l'équilibre de la répartition des créations de lignes. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

PRIX DE VENTE DE L'ÉLECTRICITÉ DISTRIBUÉE PAR LES ENTREPRISES NON NATIONALISÉES

M. le président. La parole est à M. Hausherr.

M. Justin Hausherr. Monsieur le ministre de l'industrie et de la recherche, les distorsions apportées dans la tarification de l'électricité par les pourcentages différenciés de hausses en haute, moyenne et basse tension, décidés lors des derniers relèvements de prix et tout particulièrement le 1^{er} janvier 1975, placent les entreprises de distribution d'électricité non nationalisées dans une situation financière insoluble en raison de la diminution rapide de leurs marges brutes.

Je ne citerai à cet égard que l'exemple de la régie de ma propre ville, qui a vu ses prix d'achat auprès d'E. D. F. progresser de 20 p. 10, alors que le Gouvernement ne l'autorise à

augmenter ses prix de vente que de 4 p. 100. Cette anomalie mettra rapidement les régies dans l'impossibilité d'honorer leurs obligations.

Des mesures urgentes sont nécessaires. Elles sont d'autant plus justifiées que les études menées récemment par la direction de l'électricité du ministère de l'industrie et de la recherche, conjointement avec les représentants des organismes regroupant les entreprises non nationalisées, ont conduit à la constatation irréfutable de la dégradation rapide et dangereuse de cet état de cho.

Je prie M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir soutenir ma demande, en un moment où les collectivités locales éprouvent elles-mêmes de sérieuses difficultés dues tant à la situation économique générale qu'aux diverses réformes en cours.

Non seulement une solution fondée sur la solidarité de ces entreprises entre elles est impossible, pour des raisons financières évidentes, mais elle serait contraire à toute disposition réglementaire, de sorte que la seule façon d'agir acceptable serait d'aménager les conditions d'achat de l'énergie électrique à l'établissement national.

Monsieur le ministre de l'industrie et de la recherche, que comptez-vous faire pour assurer sans tarder à ces entreprises, gérées par des collectivités publiques dans l'intérêt des populations desservies et dont l'existence a été formellement voulue par le législateur de 1946, des moyens d'existence compatibles avec leur rôle de service public, étant bien entendu que les collectivités supports locales ne disposent pas de moyens financiers appropriés pour pallier cet état de choses, comparativement aux efforts consentis par l'Etat en faveur de l'établissement nationalisé. Il serait d'ailleurs intolérable que les contribuables des collectivités locales possédant une régie renouvellent ainsi une deuxième fois l'effort qu'ils ont assumé en tant que contribuables de l'Etat. (Applaudissements sur les bancs des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie et de la recherche.

M. Michel Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche. Monsieur Hausherr, les entreprises de distribution d'électricité non nationalisées ont effectivement appelé mon attention par lettre, il y a quelques semaines; une étude est actuellement en cours sur ce sujet.

Il est exact que le niveau des hausses de tarifs, depuis la crise de 1973, n'a pas permis d'éviter une dégradation de la situation des entreprises de distribution et de production d'ailleurs, qu'elles soient non nationalisées ou qu'elles soient nationales.

La difficulté provient de la hiérarchisation des hausses entre la haute, la basse et la moyenne tension. Cependant, aux termes de l'article 23 du cahier des charges de concession du réseau d'alimentation générale en électricité, ces sociétés de distribution non nationalisées bénéficient de ristournes sur leurs achats d'électricité.

C'est sur ce point que nous procédons actuellement à des études pour essayer de dégager des solutions qui, quelles qu'elles soient d'ailleurs, ne compromettront pas les investissements nécessaires. (Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants.)

CONGÉS PAYÉS DES CHÔMEURS PARTIELS

M. le président. La parole est à M. Charles Bignon.

M. Charles Bignon. Monsieur le ministre du travail, en raison de la crise actuelle, des entreprises connaissent de grandes difficultés et mettent de nombreux travailleurs en chômage partiel. Ces difficultés seront d'ailleurs aggravées pendant la période des congés et à la reprise de travail puisque ces entreprises n'auront pas eu d'activité durant un mois.

Pour leur part, les travailleurs qui, depuis des mois, ne sont employés que pendant 32 ou 24 heures par semaine, se demandent avec beaucoup d'inquiétude comment sera calculée leur paye durant leur congé.

Actuellement, le montant de cette paye correspond normalement au douzième de la paye annuelle effective.

Fera-t-on entrer en ligne de compte l'indemnité horaire de 3,50 francs qui est présentement versée par les entreprises ainsi que les aides accordées par l'Etat ?

Ces problèmes exigent des solutions rapides, car nous sommes à la veille des congés payés.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. Michel Durafour, ministre du travail. Je rappelle d'abord brièvement les dispositions financières relatives au chômage partiel : les entreprises versent 3,50 francs par heure et l'Etat

2,50 francs, plus 0,84 franc par personne à charge, si bien qu'un chômeur partiel ayant un enfant reçoit 7,68 francs par heure.

Des négociations sont en cours à l'initiative du C.N.P.F., qui a convoqué les partenaires sociaux, pour rechercher une meilleure indemnisation et une certaine hiérarchisation du chômage partiel. Le Gouvernement espère vivement que ces négociations déboucheront très rapidement sur des propositions concrètes.

S'agissant du paiement des sommes dues par les collectivités publiques, c'est-à-dire l'Etat, aux entreprises privées, j'assure M. Charles Bignon que des instructions ont été données afin que les entreprises qui auront avancé ces sommes puissent obtenir très rapidement le remboursement de cette avance, en tout état de cause avant la fin du mois de juillet prochain. Ainsi, leur trésorerie sera alimentée.

Enfin, le Gouvernement examine, en liaison avec les organisations professionnelles, comment intégrer le chômage partiel dans le calcul de la paye du mois de congé. Il est en effet normal de tenir compte de la participation de l'Etat et de celle des entreprises afin que cette paye soit calculée sur les sommes que les travailleurs ont réellement touchés soit au titre de l'indemnité de chômage partiel, soit au titre de leur salaire.

M. Charles Bignon. Je vous remercie, monsieur le ministre.

EXERCICE DES LIBERTÉS SYNDICALES

M. le président. La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Monsieur le ministre du travail, votre campagne tendant à faire accepter aux travailleurs votre politique d'austérité, appuyée par des réformettes et des mesures démagogiques est rejetée par la classe ouvrière.

Renault, Usinor, les P. T. T., Chaousson, les Câbles de Lyon à Clichy, C. F. E. M. à Rouen, l'office interdépartemental H. L. M. de la région parisienne en font la démonstration.

A ce mouvement revendicatif, vous opposez la violence anti-ouvrière; vous mettez la police au service du patronat. Au lieu d'encourager la négociation, vous faites évacuer les usines, mettant ainsi en cause le droit de grève.

Les ouvriers du Parisien libéré (Exclamations sur les bancs de la majorité) luttent pour défendre leur emploi menacé par les décisions arbitraires de M. Amaury. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition. — Exclamations sur les bancs de la majorité.)

Là aussi, vous prenez position pour le patron et, de ce fait, vous mettez en cause le droit au travail. (Protestations sur les bancs de la majorité.)

M. Didier Julia. Il est fasciste !

M. Parfait Jans. Les patrons organisent et paient des milices privées qui s'opposent au libre exercice des libertés syndicales. (Exclamations sur les mêmes bancs.) Vous soutenez ces initiatives et laissez s'installer une police parallèle.

Votre masque de libéralisme tombe chaque jour un peu plus pour faire place aux méthodes autoritaires de votre classe et de votre caste. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

Contre cette attitude, les syndicats C. G. T. et C. F. D. T. appellent, demain, à une journée de protestation et de manifestations.

MM. André Fanton et Xavier Deniau. Quelle est la question ?

M. Parfait Jans. Nous soutenons ces actions parce que nous sommes pour le droit au travail (Exclamations sur les bancs de la majorité), pour les libertés syndicales, pour le droit de grève. (Applaudissements sur les bancs des communistes. — Nouvelles exclamations sur les bancs de la majorité.)

M. Robert-André Vivien. Provocateurs !

M. Parfait Jans. Nous vous demandons, monsieur le ministre, les mesures que vous comptez prendre pour : mettre fin à cette complicité avec le patronat, laisser la police s'occuper de la sécurité des citoyens, dissoudre les milices privées du patronat, et laisser s'exercer les libertés que la classe ouvrière a su conquérir et qui sont inscrites dans la Constitution. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. André Fanton. Ce n'est pas une question, c'est une proclamation : le Gouvernement n'a pas à répondre !

M. Robert-André Vivien. Parlez-nous des lecteurs, monsieur le ministre.

M. Michel Durafour, ministre du travail. Je répondrai en trois points à la question que M. Jans aurait pu poser. (Sourires sur les bancs de la majorité.)

Premièrement, le concours de la force publique est requis en vertu d'une ordonnance de référé, précisément pour garantir le droit au travail. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. Guy Ducloné. Et les milices privées !

M. le ministre du travail. Deuxièmement, je veille personnellement, ainsi que le Gouvernement, à ce qu'aucune entrave ne soit apportée par quiconque, aussi bien au droit syndical qu'à la liberté du travail, deux droits fondamentaux et complémentaires. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Troisièmement, je rappelle, une fois de plus, que la mission traditionnelle du ministre du travail est de rapprocher les parties lors des conflits. Dans la période actuelle, l'intérêt des travailleurs comme celui des entreprises n'est pas de prolonger les affrontements mais d'arriver, par des compromis négociés, à des solutions réalistes.

C'est dans ce dessein qu'agissent quotidiennement les services du ministère du travail et je tiens, en la circonstance, à rendre hommage à leur compétence et à leur dévouement. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. Pierre Juquin. Croyez-vous assurer convenablement le droit au travail quand il y a plus d'un million de chômeurs ? C'est scandaleux !

M. André Fanton. Calmez-vous, monsieur Juquin !

ATTENTATS PERPÉTRÉS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

M. le président. La parole est à M. Odru.

M. Louis Odru. Monsieur le ministre de l'intérieur, mercredi dernier, répondant à une question sur les activités en France de commandos fascistes venus d'Espagne, vous avez affirmé votre volonté d'interdire formellement sur notre territoire, toute action de police étrangère, parallèle ou non, et annoncé que des représentations seraient faites en ce sens au gouvernement franquiste.

Mais, dès le lendemain soir, à Biarritz, trois hommes pouvaient déposer en toute impunité, une bombe devant le domicile d'un réfugié politique espagnol et à Paris, une bombe explosait devant le siège du Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne.

Les auteurs de ces attentats sont les hommes de l'organisation *Christo Rei* dont l'appartenance aux services de la police espagnole est notoire. Ils ont laissé un tract annonçant leur intention de poursuivre leurs crimes. Au même moment, en Espagne, des antifranquistes sont menacés de la peine de mort.

Au même moment aussi, on annonce le déroulement de manœuvres navales franco-espagnoles dans la baie de Palma de Majorque. Le pouvoir continue de vendre des armes à Franco et nul n'ignore qu'il est favorable à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Il faut en finir avec cette sollicitude à l'égard des bourreaux du peuple frère d'Espagne.

Monsieur le ministre de l'intérieur, nous souhaitons connaître les mesures que vous et le Gouvernement comptez prendre pour mettre réellement un terme aux attentats perpétrés par la police franquiste et ses hommes de main dans notre pays. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Monsieur Odru, j'ai déjà répondu la semaine dernière à M. Forni en ce qui concerne la position du Gouvernement.

En aucun cas, le Gouvernement n'admettra que le territoire français serve de base de départ ou d'action pour la police espagnole ou des éléments qui lui sont proches, ou encore pour des réfugiés qui, oubliant le droit d'asile qui leur est accordé, se livrent à des actes de terrorisme. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. Guy Ducloné. Vous ne répondez pas à la question !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Dans les deux cas, notre position est la même : nous procédons à des arrestations; nous déférons les personnes arrêtées devant le juge; enfin, des condamnations sont prononcées, comme ce fut le cas encore tout récemment à l'encontre de parties qui représentaient les deux clans que je viens de décrire.

J'indique en outre que des mesures ont été prises pour renforcer les services de surveillance à la frontière et les forces de police sur le territoire. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. Guy Ducloné. Jusqu'au prochain attentat !

SITUATION DES ASSISTANTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

M. le président. La parole est à M. Ralite.

M. Jack Ralite. Monsieur le secrétaire d'Etat aux universités, depuis Pâques, les assistants en droit ont fait une grève des cours puis une grève administrative pour obtenir le renouvellement, en 1975-1976, de tous les assistants en fonctions et l'ouverture de négociations sérieuses sur la réforme des carrières de l'enseignement supérieur et la titularisation des assistants en particulier.

M. Marc Bécam. Et tant pis pour les examens !

M. Jack Ralite. Cela concerne aussi des assistants en lettres et sciences humaines.

Or, depuis un an, vous tergiversez : en janvier et en mai, vous avez fait des pas de clerc, comme on dit. Aujourd'hui, vous multipliez les informations contradictoires ; vous faites semblant de négocier ; vous écrivez des lettres variées ; vous convoquez les syndicats du jour au lendemain et vous vous livrez à un véritable chantage en intimant aux assistants de cesser leur action pour que s'ouvre la négociation.

Vous faites ainsi mine de pleurnicher sur les étudiants victimes de votre politique malthusienne pour l'Université et gênés par le mouvement des assistants. Mais à qui la faute si ce n'est à vous, à cause de votre refus de régler le problème ?

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous demande de répondre sur le fond et de renouveler dans leur poste tous les assistants qui ont fait preuve de leur compétence, sans vous abriter derrière l'argument, spécieux en la circonstance, de l'autonomie des universités, car il s'agit d'un problème national.

Je vous demande aussi d'engager une concertation véritable avec les organisations représentatives, sur la base de la titularisation des assistants — ce qui serait logique dans le cadre de la résorption de l'auxiliaariat — et la déflation d'une carrière de ces personnels. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux universités.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat. Monsieur Ralite, vous êtes, je crois, assez mal informé.

En effet, les négociations ont eu lieu ; je les ai moi-même conclues lundi dernier et, au nom du Gouvernement, j'ai fait hier des propositions précises aux organisations syndicales.

Je confirme en outre à l'Assemblée mon intention de créer deux corps de personnel titulaire de l'enseignement supérieur, et deux corps seulement : celui des professeurs et celui des maîtres d'université.

Je suis conscient du problème que pose ce projet pour les assistants actuellement en fonctions. Cependant, le Gouvernement a rendu publiques hier trois décisions précises.

La première tend à l'accélération du programme de transformation des emplois d'assistant en emplois de maître assistant permettant la titularisation de tous ceux qui satisferont aux conditions de recrutement. A ce sujet, je peux indiquer, dès aujourd'hui, que mille deux cents transformations d'emplois seront prévues dans le budget de 1976, c'est-à-dire trois fois plus qu'en 1975.

La deuxième décision consiste en la garantie donnée aux assistants de leur maintien en fonctions jusqu'à la parution du futur texte, sauf insuffisance professionnelle constatée.

La troisième décision enfin, est la recherche, avec les organisations syndicales, de toutes les mesures propres à régler, dans une perspective de stabilité de l'emploi, le problème des assistants qui ne satisferaient pas aux conditions de recrutement et qui ne pourraient donc pas accéder au corps des maîtres d'université. Des emplois pourraient leur être proposés dans le corps des techniciens d'université.

Les organisations syndicales m'ont promis pour le 12 juin une réponse à ces diverses propositions. Je souhaite que, sur ces bases, une solution soit trouvée, car je ne saurais admettre que la grève administrative des assistants continue et que le service public de l'enseignement supérieur ne soit pas correctement assuré. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

AMÉLIORATIONS TECHNIQUES

DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. le président. La parole est à M. Lucas.

M. Henri Lucas. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

Lors du débat budgétaire, j'avais alerté le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la dangereuse politique d'austérité imposée au Centre national d'études des télécom-

munications, politique qui place la technique française de télécommunication électronique, technique pourtant d'avant-garde, en position d'infériorité face à la technique américaine.

Monsieur le secrétaire d'Etat, le Gouvernement est-il enfin décidé à accorder les crédits nécessaires pour permettre la mise au point rapide et définitive du système de commutation temporel E 12, sa production et son utilisation en France ainsi que sur le marché international ?

Vous n'ignorez pas que le système E 12 est une réussite d'avant-garde des ingénieurs et techniciens du C.N.E.T. Il est supérieur au système spatial SP 1 que la Northern Electric, filiale du groupe américain ATT par l'intermédiaire de la Thomson, veut installer en France.

L'arrivée de la Thomson sur le marché est un pas décisif vers l'abandon du système français de commutation électronique. Elle fait suite à l'orientation politique prise en matière de production d'énergie nucléaire avec l'abandon de la filière française et, plus récemment encore, avec la livraison du secteur de l'informatique au trust américain Honeywell.

N'y aurait-il pas pour les télécommunications un marché international que l'on pourrait également qualifier de marché du siècle ? N'y aurait-il pas, dans ce cas, un nouveau Stehlin ? (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, je ne comprends pas très bien à qui s'adresse votre dernier propos. Je le regrette d'autant plus que je me réjouissais de la courtoisie de votre question. En tout cas, je pense qu'il ne m'est pas destiné.

M. Guy Ducloné. Les amis de vos amis sont vos amis !

M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat. De toute façon, vous vous trompez sur l'orientation de la politique du Gouvernement dans les domaines technique et industriel. Votre intervention va tout à fait à l'encontre de ce que j'ai déclaré récemment.

En effet, le Gouvernement a pleinement conscience de détenir, avec E 10, super E 10 et E 12, les systèmes de commutation les plus avancés du monde. Il a, naturellement, l'intention de les utiliser au maximum, tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger où de nombreux et importants marchés sont à conquérir.

Quel sera le rôle du Centre national d'études des télécommunications dans cette affaire, m'avez-vous demandé. Je vous précise que le plan de relance, prévu dans les budgets pour 1975 et 1976, nous permettra d'accroître de 63 p. 100 en deux ans les crédits affectés à la recherche et au développement des matériels de télécommunication.

Après que M. le Président de la République a indiqué que les télécommunications constitueraient une priorité nationale dans le VII^e Plan, j'ai le sentiment que les crédits et les emplois que nous allons consacrer à cet effort sont un témoignage que cette affirmation n'était pas seulement verbale.

Le C. N. E. T. continue à représenter pour nous un élément essentiel de notre développement technique. Jamais sa vocation n'a été mieux affirmée qu'elle ne l'est aujourd'hui dans le cadre de cet effort. Je tiens à vous rassurer pleinement quant à la vie et au développement du C. N. E. T.

J'ajoute que je viens de lui demander de créer un département supplémentaire qui fera des études sur l'amélioration des conditions de travail. Cela paraît nécessaire dans le cadre des travaux du C. N. E. T.

Soyez sans crainte, monsieur le député, la vocation et la vie de cet établissement ne courent aucun danger. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. Guy Ducloné. C'est ce qu'on appelle parler pour ne rien dire ! (Protestations sur les bancs de la majorité.)

ECOUTES TÉLÉPHONIQUES

M. le président. La parole est à M. Mitterrand.

M. François Mitterrand. Il y a un peu plus d'un an, M. le Président de la République déclarait : « J'entends qu'un certain nombre d'actions soient entreprises dans trois domaines, et, d'abord, la suppression des écoutes téléphoniques, si elles existent et la destruction des archives qui en résultent. »

Elles existaient. Vous en avez conclu vous-même, un mois plus tard, monsieur le ministre de l'intérieur, qu'il convenait de se prémunir pour l'avenir contre l'utilisation arbitraire des écoutes et que la règle devait être leur suppression avec possibilité de dérogations précises. Vous aviez même prévu, au cours d'une interview donnée à un grand journal du matin, une procédure de co-décision d'un juge et du ministre responsable ainsi que la communication publique, chaque mois ou chaque trimestre, de

la liste des écoutes, avec les motifs de chacune, au président du Conseil constitutionnel ou au médiateur. Il s'agit de la réaffirmation solennelle d'un engagement politique qui se double d'un engagement d'honneur.

C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir nous informer sur l'activité du centre d'écoutes de Boullay-lès-Troux, au nom bien particulier (*Sourires*), dans le département de l'Essonne. Ce centre avait été créé par votre prédécesseur sous la rubrique écoutes-radio, en particulier des pays de l'Est. Des équipements y ont été installés, notamment des analyseurs de trafic et des comptabilisateurs d'impulsions. Les premiers permettent de surveiller 2 000 lignes téléphoniques à la fois et les seconds de connaître les numéros d'appellants.

L'établissement d'un câble entre Boullay-lès-Troux et Paris et la qualité du personnel qui relève d'un haut fonctionnaire directement placé sous vos ordres, sans parler du rattachement administratif de ce genre d'écoutes au fameux groupe interministériel de contrôle à propos duquel vous aviez manifesté quelque inquiétude lorsque vous étiez parlementaire, sont de nature à susciter nos interrogations. Je me souviens notamment d'une visite impromptue que fit à ce service M. Daitlet, sans succès d'ailleurs, le précédent gouvernement lui ayant refusé le droit d'entrer.

Je vous demande de bien vouloir nous dire ce qui est exact et ce qui ne l'est pas dans ces informations que vous connaissez mieux que personne. Naturellement, c'est une affaire que nous comptons suivre. Je pense même que, pour mettre un terme à toute suspicion, il serait bon que vous puissiez nous confirmer qu'une délégation parlementaire serait la bienvenue au centre d'écoutes en question. (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, comme vous le savez aussi bien que moi, puisque vous avez été ministre de l'intérieur (*Sourires*) — mais peut-être l'Assemblée l'ignore-t-elle — les écoutes téléphoniques peuvent être demandées par deux ministres.

Le ministre de l'intérieur peut faire procéder à des écoutes à la demande d'un juge, c'est-à-dire sur commission rogatoire judiciaire : ce sont les écoutes téléphoniques qui sont effectuées à l'occasion d'affaires criminelles, de proxénétisme, de drogue ou de banditisme.

La deuxième catégorie d'écoutes dans laquelle il peut intervenir, intéresse la défense territoriale. Il s'agit d'observer les services d'espionnage étrangers et de prévenir les risques d'attentats et de terrorisme. Une certaine d'attentats ont été commis depuis le début de l'année et ce sont de telles opérations que nous nous efforçons de surveiller. Depuis la nomination du Premier ministre et mon entrée en fonctions, aucune écoute d'homme politique, de journaliste ou de syndicaliste n'a eu lieu.

Un député de l'opposition. Ni de parlementaire ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. J'y veille personnellement puisque je signe moi-même les décisions, assumant les risques politiques que cela comporte.

Le ministre de la défense nationale peut également demander des écoutes au titre soit de la sécurité militaire — défense nationale et protection de l'armée — soit du S. D. E. C. E. Là non plus, sauf dans le cas de mise en cause de la défense nationale, il n'y a ni écoute politique, ni écoute syndicale, ni écoute journalistique.

J'ai récemment demandé à la commission des libertés, qui se réunit sous la présidence de M. Chenot, de donner la priorité à la définition légale des écoutes téléphoniques, de façon à institutionnaliser leur pratique et, ainsi, à garantir les citoyens contre les risques d'écoutes illégales. M. Chenot m'a assuré que la priorité serait donnée à l'élaboration d'un projet de loi qui serait soumis au Parlement.

Ayant eu certaines responsabilités, vous savez néanmoins, monsieur le député, que ces écoutes sont parfois nécessaires pour les objets que j'ai définis, et qu'il faut éviter de les mettre en cause.

J'ajoute que la réglementation que nous appliquons est plus stricte que la convention européenne à laquelle ont adhéré les pays européens, y compris les pays socialistes.

En vertu de cette convention, signée en 1964, les écoutes sont autorisées lorsqu'elles constituent une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Vous voyez que, par rapport à la convention, notre réglementation est beaucoup plus étroite, beaucoup plus stricte.

Vous m'avez interrogé au sujet d'un centre de Boullay-lès-Troux, nom particulier pour l'objet qui lui est consacré.

Il s'agit en réalité du centre de détection radioélectrique du ministère de l'intérieur.

Créé en 1950, ce centre était établi à Noisy-le-Grand lorsque vous étiez ministre de l'intérieur, monsieur le député. (*Sourires sur les bancs de la majorité.*) Il a une mission très précise : celle d'écouter les centrales radio étrangères et de détecter les émetteurs clandestins qui opèrent sur le territoire français. Je suis persuadé que M. le Premier ministre ne verrait aucune objection à ce qu'une délégation parlementaire vérifie cette situation.

Or, son installation à Noisy-le-Grand étant dépassée par l'évolution de l'urbanisation dans la région, ce centre de radiogoniométrie va être transporté à Boullay-lès-Troux, dans une zone où se trouvent une station de poursuite des satellites du Centre national d'études des télécommunications et le centre de réception de l'ex-O. R. T. F.

Il est exact que des câbles téléphoniques de gros calibre ont été posés entre Paris et Boullay-lès-Troux. Toutefois, ce travail a été assuré par les services des P. T. T. pour desservir en téléphone l'ensemble de la région dépendant du central téléphonique de Gometz-la-Ville (*Exclamations et rires sur les bancs de l'opposition*), et plus particulièrement les nouveaux lotissements en cours de réalisation à Cernay-la-Ville et à Boullay-lès-Troux. (*Mêmes mouvements.*)

Le centre de radiogoniométrie est relié au réseau général téléphonique des P. T. T. de Gometz-la-Ville par un seul câble, ce qui, à l'évidence, ne pourrait suffire pour une station d'écoutes téléphoniques moderne et de grande capacité. (*Interruptions sur les bancs de l'opposition.*)

Je précise également que, contrairement à ce qui a été dit, ces câbles ont été livrés par la société Apparex, et non par une filiale d'I. T. T.

Il est indispensable — je crois que nous sommes d'accord sur ce point, monsieur le député — que l'existence de ces écoutes soit légalisée et réglementée.

M. Pierre Juquin. C'est tout le problème ! Il faut les interdire ! (*Exclamations sur les bancs de la majorité.*)

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Non, monsieur Juquin.

Un député communiste. Nous les voyons, les libéraux avancés !

M. le président. Monsieur Juquin, ayez l'obligeance de laisser parler M. le ministre d'Etat. Il n'y a pas de débat.

M. André Fanton. M. Juquin est un irresponsable !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Monsieur Juquin, vous venez de formuler une recommandation que je ferai aux pays où vous avez des amis. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

Ces écoutes sont inévitables pour la recherche de la criminalité et pour la sécurité du territoire, mais en aucun cas elles ne doivent intervenir pour des motifs politiques.

Pour terminer, monsieur le député, je me référerai à l'un de vos ouvrages, qui souligne l'épreuve que vous avez subie dans ce domaine.

Dans *Ma part de vérité*, à la page 33, je lis : « Parce que nous n'étions pas « dans la ligne », Pierre Mendès-France, Gaston Defferre et moi, qui appartenions à ce gouvernement..., étions l'objet des pires suspicions et nos communications téléphoniques étaient passées au crible ». C'était du temps où le président du conseil s'appelait Guy Mollet. (*Exclamations, rires et vifs applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

RELANCE DU MARCHÉ DU VIN

M. le président. La parole est à M. Antagnac.

M. Jean Antagnac. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture, que j'ai le regret de ne pas voir au banc du Gouvernement. Mais elle peut s'adresser également à M. le Premier ministre, puisqu'il s'agit de la viticulture, qui mérite bien cela.

La situation de la viticulture, méridionale en particulier, se dégrade chaque jour davantage ; les cours stagnent ou régressent, les affaires sont pratiquement nulles, la distillation n'arrive pas à relancer le marché, et cela en dépit de la discipline que s'est imposée la profession, en dépit des sacrifices qu'elle a consentis, au point que l'on distille en ce moment des vins de qualité supérieure, Corbières et Minervois, qui ont été primés au dernier concours agricole de Paris.

En dépit des promesses du Gouvernement et des engagements des grosses sociétés commerciales, on n'a pas joué le jeu : les importations continuent de plus belle, à tel point qu'il est permis de se demander qui gouverne en réalité ce pays.

M. Alexandre Bolo. Nous-mêmes !

M. Jean Antagnac. La situation est des plus sérieuses. Soixante pour cent de la récolte de 1974 est en cave dans les départements méridionaux. Au 31 août prochain, dans le département de l'Aude — pour ne prendre que cet exemple — l'excédent sera supérieur de 1 million d'hectolitres à celui de l'année dernière à parcelle époque. C'est dire qu'on ne pourra pas loger la prochaine récolte qui s'annonce particulièrement belle.

Il y a un mois et demi, des événements graves ont eu lieu dans tout le Midi, comme, il y a huit jours, à Montpellier.

D'autres événements au moins aussi graves ne manqueront pas de se produire si la situation n'est pas déblocuée rapidement. Elle le sera non pas, monsieur le Premier ministre, avec des discours officiels lénifiants et avec des C. R. S. sur le terrain, mais avec des mesures concrètes, de nature à redonner vie à un secteur économique que les pouvoirs publics connaissent parfaitement.

M. Raoul Bayou. Très bien !

M. Jean Antagnac. Voici ma question.

Quelles mesures nouvelles ou complémentaires compte prendre d'urgence le Gouvernement, à tous les niveaux, et notamment à ceux de la production et du commerce, pour relancer le marché du vin et permettre à nos viticulteurs de rentrer la prochaine récolte ?

Les élus de notre région tirent une nouvelle fois le signal d'alarme. Il y va, en effet, non seulement de la survie de la viticulture, mais également de la survie de notre Midi tout entier. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)

M. Charles Bignon. C'est à M. Bayou qu'il appartenait de poser cette question !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs, M. Christian Bonnet est actuellement devant le Sénat pour présenter et défendre le projet de loi relatif à l'interprofession, texte auquel l'ensemble du monde agricole est très attaché : telle est la raison de son absence.

Certains problèmes de la viticulture ne peuvent être traités immédiatement, mais des mesures sont à prendre d'urgence.

Chacun sait que, après deux récoltes elles-mêmes très abondantes, la prochaine sera sans doute exceptionnelle en quantité.

Les règlements élaborés voici plusieurs années à Bruxelles se situaient dans l'optique d'un déficit de la production vinicole.

Il convient donc de refaire ces règlements...

M. Roland Renard. On peut le dire !

M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat. ... en tenant compte du fait que nous aurons maintenant, vraisemblablement, un excédent structurel. Il est donc impossible de maintenir le même système de protection du revenu des viticulteurs et d'écoulement de la production.

Il faut aussi, certainement, introduire une notion de qualité qui avait été oubliée à l'époque et renforcer le contrôle de l'application des mesures par nos partenaires.

Ces réformes ne peuvent être décidées en quelques jours ; elles impliquent une négociation sur le plan européen, dont je peux dire à M. Antagnac qu'elle est engagée, et même très fermement.

Entre-temps, la viticulture se trouve bien évidemment dans une situation difficile. M. Christian Bonnet a d'ailleurs reçu, ces derniers jours, les représentants de l'ensemble des intéressés pour faire avec eux le point sur cette situation.

Je rappelle simplement à M. Antagnac que nous en sommes à la quatrième distillation soit communautaire, soit nationale, et que la distillation en cours, telle qu'elle a été décidée à Bruxelles, avec une participation communautaire, s'opère, comme le réclamait la profession, à « guichets ouverts ».

M. Raoul Bayou. Mais on continue d'importer !

M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, j'en suis, pour le moment, à la distillation : je parlerai ensuite des importations.

En ce qui concerne la distillation, toutes instructions utiles ont été données pour que notre capacité industrielle soit utilisée à plein et, donc, que l'écoulement puisse être assuré.

Quant aux importations, elles ont été considérablement réduites. Il reste à résoudre le problème du stockage, celui-ci n'ayant pas encore atteint un niveau suffisant. Des mesures autoritaires sont actuellement envisagées pour y remédier. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. Raoul Bayou. C'est vraiment insuffisant ! C'est triste !

M. Paul Balmigère. Les viticulteurs répondront !

M. le président. Nous avons terminé les questions au Gouvernement.

— 2 —

SUPPRESSION DE LA PATENTE ET INSTITUTION D'UNE TAXE PROFESSIONNELLE

Suite de la discussion,
après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle (n^o 1634, 1695).

La parole est à M. Piot, vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Jacques Piot, vice-président de la commission. Monsieur le président, au nom de la commission des lois, je demande une suspension de séance d'une demi-heure environ, pour permettre à la commission d'examiner les amendements qui avaient été déclarés irrecevables, mais que vous avez jugés recevables.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à seize heures quinze, est reprise à dix-sept heures.)

M. le président. La séance est reprise.

Nous abordons la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — I. — La contribution des patentes et les taxes additionnelles à cette contribution sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1976.

« II. — Une taxe professionnelle est instituée à la même date, au profit des collectivités locales, des communautés urbaines, des districts et des organismes tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles. Elle est établie suivant la capacité contributive des redevables, appréciée d'après des critères économiques. La recette de chaque collectivité est fonction de l'importance des activités exercées sur son territoire.

« Les régions, le district de la région parisienne, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers sont habilités à percevoir des taxes additionnelles à la taxe professionnelle. »

La parole est à M. Maujoui du Gasset, inscrit sur l'article.

M. Joseph-Henri Maujoui du Gasset. Mes chers collègues, l'article 1^{er} du présent projet de loi précise dès l'abord l'aspect positif et les insuffisances de la réforme.

L'aspect positif se traduit par la suppression de la contribution des patentes et l'institution d'une taxe professionnelle à compter du 1^{er} janvier 1976.

Les inconvénients de la patente ont déjà été longuement analysés. On a critiqué sa complexité, son poids et la disparité de traitement qu'elle instaure entre les contribuables.

Sa complexité provient d'abord des difficultés de son calcul. Il s'ensuit que les redevables ont l'impression de payer un impôt qui n'a que peu de rapport avec leur exploitation.

Elle s'explique ensuite par le système général de la fiscalité locale qui se réfère à des principaux fictifs d'impôts nationaux qui ont aujourd'hui disparu.

Elle tient en outre au mode de calcul de la base d'imposition qui, au lieu de prendre en compte la valeur locative réelle des immobilisations, retient des évaluations qui remontent à 1926 pour les bâtiments et à 1943 pour les locaux commerciaux.

Deuxième inconvénient, son poids. En 1973 la patente a rapporté dix milliards de francs. Elle représente le quart des ressources fiscales des collectivités locales et la moitié des ressources qu'elles retirent des quatre contributions directes. En dix ans, de 1958 à 1968, son produit a augmenté de 323 p. 100.

Troisième inconvénient, la disparité entre les contribuables. Le montant de la patente peut varier de un à cinq, voire davantage, suivant la commune dans laquelle est située la matière impo-

sable. Or les entreprises fuient les mauvaises communes — entendez celles où les redevables sont peu nombreux et où, par voie de conséquence, le taux de la patente est élevé — et accroissent ainsi la disparité entre les localités. On peut donc dire, en quelque sorte, que la disparité s'auto-alimente. La patente accélère l'exode rural et contribue à la raréfaction des équipements dans les campagnes. L'exode rural entraîne à son tour la disparition de l'artisanat existant et du commerce local, derniers supports de la patente. Pour continuer d'assumer les dépenses qui leur incombent, les communes sont donc obligées d'augmenter leur pression fiscale, ce qui incite les habitants à partir.

Oui, la suppression de la patente est une bonne chose.

Encore faut-il que certains des amendements qui vont être présentés soient retenus. Cette suppression ne constitue que l'un des volets du problème plus général de la réforme des finances locales. Le projet de loi qui nous est soumis n'atténuera en rien les différences de potentiel fiscal entre les communes. La disparité des taux d'imposition subsistera, par exemple, entre communes résidentielles et communes-centres ou communes industrielles, entre communes semi-industrielles et communes rurales.

Prévue plus en faveur des redevables que des collectivités locales, la réforme proposée n'est que l'amorce d'une réforme plus générale. Elle ne doit être considérée que comme un élément d'un plan d'ensemble qui doit avoir pour objectif essentiel l'attribution aux collectivités locales de ressources nouvelles très substantielles.

J'ai pris acte de la promesse de M. le ministre des finances qui, dans son discours introductif au présent débat, a annoncé la mise en œuvre d'un plan quinquennal d'aide aux finances communales. J'ai également pris bonne note de l'engagement de M. le ministre de l'intérieur qui a déclaré que l'objectif du Gouvernement était « d'apporter globalement aux collectivités territoriales un montant de ressources nouvelles équivalent à ce que les budgets locaux versent à l'Etat au titre de la T. V. A. sur les équipements » soit environ cinq milliards de francs.

Trop longtemps les finances de l'Etat ont été alimentées par des recettes fondées sur l'activité économique, alors que celles des collectivités locales reposaient sur des éléments fixes peu sensibles aux variations économiques.

Trop longtemps aussi les finances locales ont été laminées entre la mise à la charge des collectivités d'une partie des charges incombant normalement à l'Etat — ce qu'on a appelé la débudgétisation — et l'accroissement des besoins dû aux exigences nouvelles des habitants.

Je termine, monsieur le ministre de l'économie et des finances, en vous demandant s'il ne serait pas possible, dans le deuxième volet de la réforme des finances locales, de prévoir une sorte de S. M. I. C. pour les communes rurales les plus démunies, sous la forme d'une aide spécifique constituée par une quote-part de l'impôt sur le revenu. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, saisi pour avis.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Monsieur le président, monsieur le ministre de l'économie et des finances, monsieur le secrétaire d'Etat au budget, mes chers collègues, je n'ai pas du tout l'intention de relancer le débat général qui s'est terminé de la plus heureuse façon et au cours duquel nous avons entendu M. Burckel. Cela m'est l'occasion, comme rapporteur général de la commission des finances, de le féliciter du travail très approfondi qu'il a soumis à l'appréciation de l'Assemblée nationale.

M. Marc Bécam. Très bien !

M. Maurice Papon, rapporteur. Mais, comme la commission des finances est consultée pour avis, je pense qu'il est naturel qu'elle donne cet avis en quelques mots très brefs, sur les idées qui l'ont inspirée lors de l'examen de ce texte, et je prends appui sur l'article premier à cette fin.

D'abord, elle s'est félicitée de l'orientation donnée par le Gouvernement au nouveau projet portant réforme de la patente et lui substituant la taxe professionnelle. A été apprécié, en particulier, le fait que le bénéfice ait été écarté de la définition de l'assiette, d'une part, et que, d'autre part, après les hésitations et les controverses de naguère quant à la détermination du taux, que les prérogatives des conseils municipaux aient été retenues et qu'on ait préféré, à la théorie du taux unique départemental, celle des taux communaux qui situent bien la responsabilité communale.

Cela dit, je voudrais ajouter quelques observations.

La première, c'est que, durant l'examen des amendements ou des articles, la commission des finances, et plus spécialement, la majorité, a eu le souci que l'industrie ne soit pas pénalisée par les dispositions du texte, étant donné que ce projet traduit déjà un transfert de charges au détriment de l'industrie et qu'une aggravation de cette situation contrarierait la politique générale du Gouvernement qui fait de l'industrie le moteur de la croissance.

De la même manière, elle a eu le souci, notamment à l'article 4, de ne pas pénaliser l'énergie, sous quelque forme que ce soit, étant donné les difficultés que connaît ce secteur et le rôle qu'il doit jouer dans la croissance, et par conséquent il convient de ne pas surcharger les prix de revient.

Elle a estimé également qu'il ne fallait pas contrarier l'exportation, qui est l'un des éléments majeurs de la politique générale. Je fais allusion, en particulier, aux dispositions de l'article 2.

Elle a eu encore le souci que ne soit pas contrariée la décentralisation des collectivités locales, qui occupe dans nos préoccupations une place éminente et qui est inscrite également d'une manière très explicite dans les orientations du VII^e Plan. Là aussi, chaque fois qu'une disposition a pu porter atteinte à cette autonomie locale, la commission des finances s'est efforcée de rétablir les choses.

Enfin, dernière observation, la commission des finances a eu quelques hésitations — qui ont été d'ailleurs exprimées au cours de la discussion générale — sur la question de savoir si nous pouvions nous prononcer en connaissance de cause sur l'avenir. Et cela a justifié son amendement à l'article 12, que nous aurons d'ailleurs l'occasion de discuter, mais sur lequel j'insiste dès maintenant car, hier, M. Combrisson en a tiré argument à l'appui de la cause qu'il défendait alors que, auteur de cet amendement j'en tire une conclusion exactement opposée. Cet amendement traduit précisément dans notre esprit la volonté que nous avons de voir sortir un texte et de voir enfin ce vieil impôt de la patente être modernisé.

Je tenais à faire cette mise au point à cette occasion, mais vous aurez compris que le souci essentiel de la commission des finances est d'être, dans ce texte comme dans n'importe quel autre, en cohérence avec la politique générale qui a été affirmée. Par conséquent, il faut écarter toute disposition qui viendrait contrarier peu ou prou cette politique générale. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La parole est à M. Glon.

M. André Glon. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, je n'avais par cru utile de prendre la parole dans la discussion générale du projet de loi supprimant la patente. En effet, la réforme de cette taxe a déjà fait l'objet de ma part, et depuis des années, de multiples interventions. Les propos de certains orateurs et la réponse de M. le secrétaire d'Etat au budget motivent cette courte intervention.

Je crains que ce texte ne mette pas clairement en évidence les moyens que nous possédons et les conséquences que son application pourra avoir sur l'imposition des différentes catégories de contribuables et sur les ressources des collectivités locales. En outre, nous ignorons tout des mutations économiques et sociales qu'il pourra entraîner.

J'ai déposé ou cosigné plusieurs amendements qui tendent, bien entendu, à établir une juste répartition des charges en fonction des moyens et aussi, autant que faire se peut, un meilleur équilibre économique et démographique et donc social.

Il ne faut pas se contenter de rechercher l'exactitude des équations. Les équations sont toujours exactes, mais les données changent tous les jours. Notre but est donc d'établir des règles de solidarité, sans nous enfermer dans un texte rigide à caractère centralisateur qui ne pourrait que conduire à une léthargie économique toujours préjudiciable aux citoyens et aux collectivités locales.

J'ai un jour écrit une petite note intitulée : « Une fiscalité doit être équitable, dynamique et sélective. » Une telle affirmation rallie les uns et fait éternuer les autres. Ce qui est certain c'est que la patente n'avait aucune de ces qualités.

Le projet qui nous est soumis constitue une amélioration. Il représente un travail énorme d'études et de concertation. Mais il n'en reste pas moins — permettez-moi de le dire, monsieur le ministre — un peu moyenâgeux dans son principe.

Il n'est, en effet, que partiellement équitable. Il eût été meilleur si vous aviez introduit, au moins dans certains secteurs, la notion de chiffre d'affaires. L'anomalie qui me vient à l'esprit,

et qui traumatise à juste titre le petit commerce, réside dans le montant de la part de patente ou de taxes payées pour une quantité de produits donnée.

L'urbanisation, la disproportion des moyens financiers, la disparité fiscale placent le petit commerce dans une position de faiblesse par rapport aux hypermarchés. Il y a là un manque d'équité dont les conséquences sont préjudiciables au petit commerce, et même à l'artisanat, car les grandes surfaces distribuent aussi des articles de fabrication artisanale.

Cette situation contribue à l'extinction des petites activités commerciales ou artisanales, à une dévitalisation des petites agglomérations rurales et à une accentuation regrettable de la concentration urbaine.

Il ne s'agit pas de tout remettre en cause et d'introduire dans une équation les 1 350 catégories d'assujettis. Je souhaite simplement, monsieur le ministre, que vous déposiez un amendement qui vous permettrait, notamment sur avis des chambres consulaires, d'élargir l'assiette de la taxe par application d'un coefficient sur le chiffre d'affaires, comme cela est souhaitable, notamment dans le secteur de la distribution.

Dans le même ordre d'idée, j'ai présenté un amendement à l'article 16, cosigné par de très nombreux collègues, qui tend à établir une répartition plus logique des fonds de péréquation départementaux entre les centres urbains et les communes rurales.

Enfin, un amendement vise à réduire la taxe applicable aux transports en commun. Cela ne peut être que bénéfique sur tous les plans et va dans le sens de la politique du Gouvernement.

A une époque où l'exode rural est ruineux et l'urbanisation très coûteuse, il nous faut, je crois, amender le texte pour que la fiscalité de toutes les activités relatives au transport des personnes et des marchandises soit allégée. Je n'entends pas défendre les moyens de transport proprement dits, qu'ils soient routiers, ferroviaires ou aériens, mais la logique veut que la qualité de la vie et la santé de votre budget, monsieur le ministre, aillent de pair avec le rapprochement des hommes et des choses.

Une fiscalité doit être également dynamique. Cette affirmation peut sembler étonnante. Je veux dire par là qu'elle ne doit pas freiner la modernisation et l'emploi. Je pense donc que les investissements de modernisation, comme ceux qui touchent à la productivité et à l'économie d'énergie, doivent bénéficier d'un certain délai avant d'être pris en compte dans le calcul de la taxe.

En ce qui concerne les salaires, je serais plus favorable à la prise en compte de la masse salariale globale, d'abord parce qu'on peut logiquement estimer qu'un volume de salaires important pour un nombre de salariés réduit témoigne d'une rentabilité supérieure, et aussi parce que s'en tenir au seul nombre de salariés a un effet de freinage sur l'emploi, même s'il s'agit de salaires peu élevés. J'ajoute que les salariés handicapés ne devront pas, me semble-t-il, être pris en compte pour les barèmes qui font l'objet de l'article 3.

Dans ce même article, il y a lieu de considérer aussi le cas des redevables qui ont opté pour le régime forfaitaire et qui emploient moins de dix salariés, car ils seront les seuls à payer intégralement la taxe. En effet, pour les autres, il y aura une exonération inscrite dans le texte ou une déduction fiscale lorsqu'ils ont opté pour l'imposition fondée sur la comptabilité. La proposition de la commission sur cet article me semble donc incomplète.

Il serait bon de prendre d'urgence les mesures législatives appropriées pour alléger les charges des industries de main-d'œuvre et favoriser le développement de l'entreprise.

En ce qui concerne l'agriculture, évitons qu'il y ait deux poids, deux mesures. Ou bien on considère qu'il y a deux sortes d'agriculture, l'une industrielle, qu'elle soit fruitière, céréalière, viticole, et l'autre familiale. Je suis opposé à une telle conception. En effet, le revenu agricole, la vie rurale dépendent de la prospérité de l'agriculture. Il ne faut pas surcharger fiscalement nos producteurs qui éprouvent déjà et éprouveront, demain encore, de grandes difficultés pour faire face à nos concurrents.

En conclusion, monsieur le ministre, il ne faut surtout pas enfermer votre texte dans un carcan, sans possibilité d'ouverture sur l'avenir. J'ajoute que la fiscalité des collectivités locales — comme celle de l'Etat — doit être sélective. Il n'est pas possible, dans un pays moderne, qui se doit d'avoir une économie compétitive, de tolérer des activités dans un état de léthargie permanente ou de déficit chronique.

Chaque unité économique, quelle qu'elle soit, bénéficie des effets de la collectivité et doit, en contrepartie, fournir des ressources équivalentes à la collectivité.

M. le président. Monsieur Glon, je vous serais reconnaissant d'abréger votre propos. Vous avez dépassé le temps de parole auquel vous avez droit.

M. André Glon. Je termine, monsieur le président.

Cette taxe professionnelle modernisée devra trouver de nouvelles bases, associant la prospérité de l'entreprise et l'intérêt des collectivités locales; ce serait une bonne formule pour ramener la paix au village. (*Applaudissements sur plusieurs bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. MM. Chassagne et Hunault ont présenté un amendement n° 115 libellé comme suit :

« Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

« I. — La contribution des patentes et les taxes additionnelles à cette contribution sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1976 pour les contribuables assujettis à la taxe à la valeur ajoutée.

« II. — Les communes et les départements percevront une part de la taxe à la valeur ajoutée (T. V. A.) dans la limite de 20 p. 100 de son recouvrement total.

« La répartition de cette fraction de T. V. A. se fera en fonction de deux critères :

« 1° Une part fixe par habitant versée à raison de 4/10 aux communes et 2/10 aux départements ;

« 2° Une part variable proportionnelle à la T. V. A. perçue versée à raison de 3/10 aux communes et de 1/10 aux départements.

« Pour compenser cette répartition et la suppression partielle de la patente, les taux actuels de T. V. A. seront majorés d'un pourcentage équivalent à celui alloué aux collectivités locales, cette majoration n'étant pas récupérable. »

La parole est à M. Chassagne.

M. Jean Chassagne. Monsieur le ministre, le moins qu'on puisse dire, c'est que votre projet de loi instituant une taxe professionnelle ne suscite pas l'enthousiasme parmi les parlementaires, et surtout pas parmi ceux qui assument des responsabilités dans les collectivités locales. En effet, contrairement à ce que nous espérons, il ne procurera aucune ressource supplémentaire aux communes, alors qu'elles ne peuvent plus, dans la conjoncture actuelle, augmenter leurs impôts de 15 à 30 p. 100 par an.

Certes, vous avez déclaré que le système serait revu, mais je lis dans l'exposé général des motifs que « le présent projet constitue pour sa part l'aboutissement de la réforme de la fiscalité directe locale ».

Mais si l'on en juge par l'application des trois premiers projets de loi qui ont réformé les contributions locales, on peut légitimement être inquiet des conséquences qu'entraînera le texte qui nous est aujourd'hui soumis. C'est pourquoi j'ai présenté, avec mon collègue M. Hunault, un amendement qui, certes, détruit le dispositif du projet de loi, mais qui propose d'instituer un nouvel impôt dynamique et moderne lié à la T. V. A. En effet, si cette taxe peut prêter à discussion, elle n'en est pas moins effectivement dynamique et moderne.

Pourquoi avons-nous présenté un amendement lié à la T. V. A. ? Parce que les collectivités locales sont productrices de T. V. A. de deux façons : directement par les travaux qu'elles réalisent, et indirectement par les activités économiques qu'elles suscitent dans leur aire géographique. Il serait donc tout à fait normal qu'elles puissent recueillir une part du produit de cette T. V. A.

Pour éviter de tomber sous le coup de l'article 40 de la Constitution, je prévois, dans la deuxième partie de l'amendement, que la part de la T. V. A. qui serait attribuée aux collectivités locales, serait compensée par une majoration équivalente du montant de cette taxe.

Mais si, par bonheur, mon amendement était adopté, nous aurions tout loisir d'envisager d'autres solutions.

Dans une période de crise aiguë de l'emploi, la disposition que je suggère, en allégeant les charges des entreprises de main-d'œuvre, les encouragerait à développer leurs activités.

Cet amendement n'envisage évidemment pas le cas des activités qui ne produisent pas de T. V. A., comme par exemple, les professions libérales. Pour elles, je propose, pour le moment, le maintien de la patente.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. La commission des Lois a repoussé cet amendement qui remet en cause l'économie générale du texte qui a été approuvé par la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je comprends l'esprit, mais je combats les modalités de cet amendement.

En effet je rappelle à ses auteurs que les collectivités locales disposent déjà du V. R. T. S. qui est, en fait, une redistribution d'une partie du produit de la T. V. A. aux collectivités locales par le biais de grilles de répartition. J'estime tout à fait inutile, s'agissant d'une fiscalité que nous voulons localiser, de modifier l'esprit général du texte, d'accroître encore le prélèvement sur la T. V. A. et d'instaurer un mécanisme distinct de celui du V. R. T. S.

Par ailleurs, M. le rapporteur général vient fort justement d'indiquer que la commission des finances considérerait que ce texte ne saurait être dissocié de la politique générale du Gouvernement.

Or vous conviendrez avec moi, monsieur Chassagne, que le moment n'est pas propice, compte tenu de la conjoncture économique actuelle et de l'inflation, pour procéder à une forte majoration des taux de la T. V. A.

De plus, nous sommes engagés avec nos partenaires européens dans un processus de baisse de l'ensemble de ces taux, qui a commencé il y a quelques années et que nous essayons de poursuivre à l'occasion d'évolutions partielles.

En conséquence, je demande à l'Assemblée de suivre la commission des lois et de repousser l'amendement, à moins que M. Chassagne accepte de le retirer.

M. le président. Monsieur Chassagne, maintenez-vous l'amendement ?

M. Jean Chassagne. Oui, monsieur le président.

Je vous fais observer, monsieur le ministre, que si le V. T. R. S. augmente en valeur absolue, il diminue tous les ans de 5 p. 100 en valeur relative.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 115.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Massot, Bouloche, Boulay, Gaudin, Dubedout, Alain Bonnet, Josselin, Clérambeaux, Notebart, Crépeau, Mermaz, Bernard, Antagnac, Le Pensec et les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés ont déposé un amendement n° 83 ainsi conçu :

« Compléter le paragraphe I de l'article 1^{er} par les mots : « sous réserve des dispositions de l'article 19 ci-après ».

La parole est à M. Bouloche.

M. André Bouloche. Cet amendement est le corollaire de celui que nous avons déposé après l'article 18.

L'article 1^{er} précise que la réforme entrera en application à compter du 1^{er} janvier 1976. Nous contestons cette date et nous proposons par cet amendement le report de la décision définitive après une année expérimentale d'application, l'année 1976.

Lorsque l'Assemblée aura terminé l'examen de l'ensemble du projet, nous saurons alors si elle accepte de se lancer dans l'aventure et de voir la nouvelle taxe applicable dès le 1^{er} janvier 1976 ou si elle préfère accorder un délai d'expérimentation.

Il serait donc sage que l'Assemblée et le Gouvernement acceptent de réserver le vote sur l'article 1^{er} jusqu'à celui sur les articles 18 et suivants.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. La commission accepte que cette question soit réservée.

M. le président. La réserve est de droit.

La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. Le Gouvernement accepte aussi la réserve de l'article 1^{er}, mais, de toute façon il s'opposera à l'amendement de M. Bouloche.

En effet, il lui semble impossible d'envisager un système fiscal de luxe qui comporterait, d'une part, la perception réelle de l'impôt et, d'autre part, un exercice à blanc pour l'expérimentation.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 2 et 84, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 2, présenté par M. Burckel, rapporteur, et M. Massot, est ainsi conçu :

« Dans la première phrase du premier alinéa du paragraphe II de l'article 1^{er}, après les mots : « des districts » insérer les mots : « , des syndicats de communes ».

L'amendement n° 84, présenté par MM. Massot, Bouloche, Boulay, Gaudin, Dubedout, Alain Bonnet, Josselin, Clérambeaux,

Notebart, Crépeau, Mermaz, Bernard, Antagnac, Le Pensec et les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés, est libellé comme suit :

Dans la première phrase du premier alinéa du paragraphe II de l'article 1^{er}, après les mots : « des districts » insérer les mots : « , des syndicats intercommunaux ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 2.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Cet amendement tend à donner aux syndicats intercommunaux à vocation multiple la faculté de lever la taxe professionnelle, comme ils en ont actuellement le droit en matière de patente.

L'adoption d'une telle mesure contraindrait les syndicats intercommunaux à vocation multiple à fixer un taux unique de taxe pour l'ensemble des communes membres, alors qu'à l'heure actuelle le nombre des centimes est modulé par commune.

M. le président. La parole est à M. Plantier.

M. Maurice Plantier. Je ne comprends pas la position de la commission des lois.

Actuellement, les communes peuvent se regrouper dans les communautés urbaines, les districts et les syndicats intercommunaux. Le projet prévoit que les communautés urbaines et les districts, mais non les syndicats intercommunaux, pourront percevoir la taxe professionnelle.

L'amendement de la commission des lois compliquerait encore le problème déjà très complexe des regroupements de communes.

Il me paraît plus logique de ne pas modifier les règles concernant la fiscalité des syndicats intercommunaux qui perçoivent des cotisations votées par les conseils municipaux. Si on leur permet de prélever la taxe professionnelle, autant inciter les communes à se grouper en communauté urbaine ou en district.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Pour une raison de simplicité, le Gouvernement n'avait pas jugé nécessaire de viser expressément, à l'article 1^{er}, les syndicats de communes ou les syndicats intercommunaux, puisque ceux-ci peuvent percevoir des cotisations des communes.

Instaurer un système de fiscalité uniforme, c'est trop peu, comme l'a dit M. Plantier, ou c'est une complication.

Toutefois, s'agissant plutôt d'un problème d'organisation des collectivités locales que de méthodes de financement, le Gouvernement laisse l'Assemblée juger.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Du fait de l'adoption de l'amendement n° 2, l'amendement n° 84 se trouve satisfait.

M. Burckel, rapporteur, a présenté un amendement n° 3 libellé en ces termes :

« Rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa du paragraphe II de l'article 1^{er} :

« Elle est assise, établie et recouvrée dans les conditions fixées par la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Tout au long de la discussion générale, nous nous sommes posé la question de savoir si les deux éléments constitutifs de l'assiette de la taxe professionnelle étaient suffisamment représentatifs de la capacité contributive des entreprises.

De nombreuses réserves ayant été formulées à ce sujet, il a paru plus judicieux à la commission de s'en tenir à une formule plus neutre. Tel est l'objet de l'amendement n° 3.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Le Gouvernement a estimé souhaitable, en vue de faciliter l'information des futurs redevables, que l'article 1^{er} du projet précise les grandes lignes de la réforme, notamment les bases de l'impôt qui en découle, sans renvoyer aux articles suivants.

Pour des raisons juridiques, M. le rapporteur propose de simplifier la rédaction de l'article en indiquant simplement que la taxe professionnelle est « assise, établie et recouvrée dans les conditions fixées par la loi ».

Je comprends son souci et, dans ces conditions, je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse, l'Assemblée est consultée par assis et levé.)

M. le président. L'amendement n'est pas adopté.

M. Burckel, rapporteur, a présenté un amendement n° 4 ainsi conçu :

« Rédiger ainsi la troisième phrase du premier alinéa du paragraphe II de l'article 1^{er} :

« La recette de chaque collectivité ou organisme est, pour l'essentiel, fonction de l'importance des activités exercées sur son territoire ou dans sa zone de compétence. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. La disposition proposée par cet amendement permettrait de tenir compte des modalités de péréquation prévues à l'article 16 du projet, en vertu desquelles la recette de la taxe professionnelle ne sera pas directement liée aux activités exercées sur le territoire d'une commune.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1^{er} est réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 83, précédemment réservé.

Article 2.

M. le président. Je donne lecture de l'article 2 :

TITRE I^{er}

ASSIETTE ET RECOUVREMENT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

« Art. 2. — I. — La taxe professionnelle est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée.

« II. — Les exonérations prévues en matière de contribution des patentes sont applicables à la taxe professionnelle sous réserve des aménagements suivants :

« a) Les exploitants agricoles ainsi que les organismes agricoles énumérés au II de l'article 1635 quater A du code général des impôts sont exonérés.

« b) Les collectivités locales, les établissements publics et les organismes de l'Etat sont exonérés pour leurs activités de caractère essentiellement culturel, éducatif, sanitaire ou social.

« Le système actuel d'incitations fiscales à l'aménagement du territoire est maintenu. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Afin d'accélérer le débat, j'interviendrai lors de la discussion des amendements de la commission des finances.

M. le président. Je vous en remercie vivement.

La parole est à M. Plantier.

M. Maurice Plantier. Le sort qui a été réservé à plusieurs de nos amendements m'a quelque peu surpris.

En commission des finances, j'avais déposé un amendement à l'article 2 que le président, dans sa sagesse, a déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution...

M. Fernand Icart, président de la commission. Je vous remercie.

M. Maurice Plantier. ... sous le prétexte qu'il réduisait les ressources des collectivités locales.

Il avait pour objet d'ajouter à l'article 2, *in fine*, les mots « ... et il est étendu aux districts intercommunaux ou communaux ».

En effet, les districts qui prélèvent directement l'impôt devraient, tout comme les conseils généraux, communes et communautés urbaines, pouvoir dispenser du paiement de la taxe professionnelle, pendant une durée maximale de cinq ans, les industries qui s'installent sur leur territoire.

Cela étant, dans sa sagesse, le président de l'Assemblée a déclaré recevable l'amendement n° 8 de la commission des lois qui va beaucoup plus loin que le mien puisqu'il supprime tout système d'exonération. Bien entendu, je m'y rallie.

Une telle disposition est beaucoup plus favorable pour les communes si elles doivent être toutes traitées sur le même pied. De surcroît, les exonérations dont elles bénéficient jusqu'à présent n'ont pas facilité grandement leur industrialisation.

Dans le cas où le système actuel d'exonération serait maintenu, je demanderais à M. le ministre de l'économie et des finances de déposer un amendement — puisque je ne le puis plus — étendant le système d'incitations fiscales aux districts communaux et intercommunaux.

M. le président. Monsieur Plantier, permettez-moi de vous faire observer que votre explication de la procédure ne relève pas d'une terminologie exacte.

Le président n'a pas déclaré que l'amendement n° 8 était recevable. En application du début du sixième alinéa de l'article 98 du règlement qui dispose : « S'il apparaît évident que l'adoption d'un amendement aurait les conséquences prévues par l'article 40 de la Constitution, le président en refuse le dépôt », j'ai seulement estimé que ces conséquences n'étaient pas évidentes, et décidé d'accepter le dépôt de cet amendement et de certains autres.

Si la question de leur irrecevabilité est soulevée, conformément au même article du règlement, il n'appartiendra de statuer après avoir pris l'avis de la commission des finances.

S'agissant d'un projet qui institue une nouvelle législation et un impôt de répartition, l'application de l'article 40 ne m'a pas, je le répète, paru évidente dans tous les cas.

Mais cela ne veut pas dire que je jugerai tous les amendements déposés recevables. C'est une autre affaire.

La parole est à M. Plantier.

M. Maurice Plantier. Monsieur le président, j'approuve totalement votre point de vue.

Je m'étonne seulement que l'amendement que j'avais déposé, et qui allait moins loin que l'amendement n° 8, ait été déclaré irrecevable, alors que celui-ci viendra en discussion.

M. le président. C'est le résultat d'un pur hasard matériel car j'ai fait distribuer tous les amendements sur lesquels planait un doute.

La parole est à M. Mario Bénéard.

M. Mario Bénéard. Monsieur le président, les explications que vous venez de donner sur la procédure que vous avez choisie sont très claires.

Il n'en reste pas moins que deux comportements, différents quant aux résultats, prévalent dans cette enceinte, qui rompent l'égalité qui devrait être la nôtre au regard du règlement. Je m'explique :

Ceux d'entre nous — c'est mon cas — qui ont déposé devant la commission des finances un amendement auquel a été opposée l'irrecevabilité par le président de ladite commission, à juste titre d'ailleurs, ont évidemment renoncé à déposer ensuite cet amendement en séance.

D'autres, au contraire, ne s'étant pas heurtés à cette irrecevabilité ont, hier, au cours de la discussion générale, déposé des amendements.

De sorte qu'aujourd'hui, ceux qui se sont vu opposer l'irrecevabilité en commission des finances ne peuvent espérer que leurs amendements viennent en discussion, alors que ceux qui ont déposé un amendement hier auront le plaisir de le défendre aujourd'hui.

Comment rétablir l'égalité entre les députés, monsieur le président ?

M. le président. Nous y parviendrons en fait assez aisément. Vous verrez tout à l'heure comment, monsieur Mario Bénéard.

Je n'ai été moi-même saisi de cette difficulté qu'hier, au cours de la conférence des présidents, par suite de l'apparition d'une contradiction de points de vue entre le président de la commission des finances et celui de la commission des lois.

Ce matin, j'ai donc estimé devoir me saisir de cette affaire, puisqu'il s'agit d'une prérogative du président de l'Assemblée nationale et, à titre conservatoire, j'ai pris la décision de faire distribuer tous les amendements qui ne l'étaient pas. Bien entendu, ceux qui n'avaient pas été déposés n'ont pu être distribués.

Depuis lors, j'ai étudié ces amendements de près. Sur chacun d'eux, je demanderai l'avis de la commission des finances et il est probable qu'ils ne seront pas tous déclarés recevables, loin de là. Mais j'ai voulu leur donner un préjugé favorable tant que la question restait litigieuse.

M. Mario Bénéard. Dans ces conditions, monsieur le président, est-il possible de déposer maintenant les amendements qui n'ont pu l'être hier, pour les raisons que j'ai indiquées ?

M. le président. C'est l'application de notre règlement.

Les amendements déposés étaient présumés irrecevables, mais tant que je n'avais pas pris de décision, ils ne pouvaient être distribués.

En revanche, il est trop tard pour reprendre ses amendements qui n'ont pas été déposés. Mais nous trouverons une solution pratique. (Sourires.)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean Foyer, président de la commission. Des amendements peuvent toujours être déposés, à condition que la commission en accepte la discussion.

J'indique à l'avance que la commission des lois accepte l'examen des amendements qui pourraient être déposés en séance et M. Mario Bénéard pourra donc user de cette possibilité.

M. le président. Ainsi, monsieur Mario Bénéard, vous avez satisfaction.

La parole est à M. Voisin.

M. André-Georges Voisin. Mon propos, monsieur le ministre, se place dans l'intérêt des collectivités.

Je constate avec regret que l'article 2, paragraphe II, du projet de loi reconduit et même élargit sensiblement les exonérations actuelles de la patente.

Il eût été convenable de saisir l'occasion de la création du nouvel impôt que constituera la taxe professionnelle pour mettre fin à toutes les exemptions de droit ou de fait qui, si elles sont confirmées, maintiendront dans le circuit économique autant d'éléments de concurrence déloyale.

Il est surprenant que le Gouvernement propose certaines exemptions, alors qu'en définitive ce sont les collectivités qui en supporteront les conséquences financières car leurs ressources seront réduites d'autant. (Applaudissements sur plusieurs bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

Puisqu'il paraît que l'article 40 de la Constitution n'est plus opposable, pourquoi, monsieur le ministre, ne déposerais-je pas un amendement demandant au Gouvernement de compenser toutes les exemptions qu'il nous demande de prévoir ?

M. le président. Monsieur Voisin, je crains de ne pas avoir été suffisamment clair.

J'ai dit, non pas que l'article 40 de la Constitution n'était plus applicable, mais que notre règlement, en cas de doute, autorisait le dépôt des amendements. La décision définitive n'apparaissait pas évidente à la première lecture des amendements et je la prendrai tout à l'heure ainsi que j'en ai le droit.

La parole est à M. Balmigère.

M. Paul Balmigère. Le groupe communiste a déposé à l'article 2 un amendement tendant à supprimer l'assujettissement à la patente des coopératives agricoles, institué par l'article 15 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971 et qu'il est prévu de reconduire dans le cadre de la nouvelle taxe professionnelle.

La commission des finances s'était opposée à cet amendement en invoquant l'article 40 de la Constitution. Elle a dû revenir sur son interprétation abusive. Il s'agit, en effet, de créer des ressources nouvelles et de définir les bases d'imposition, non de créer directement des recettes. Cet impôt de répartition n'entraîne pas de perte de recettes.

Nous voulons à cette occasion appeler de nouveau l'attention de l'Assemblée sur l'injustice que représente l'application de la taxe professionnelle aux coopératives, aux caves coopératives et aux sociétés d'intérêts collectifs agricoles.

M. Pierre Buron. Ce n'est pas vrai !

M. Paul Balmigère. Si !

En effet, on ne tient pas compte de l'élément essentiel de spécificité des coopératives. Celles-ci ne font qu'accomplir collectivement les mêmes actes que les exploitants isolés. Nous ne comprenons pas pourquoi on leur réserve un traitement différent, d'autant que les coopératives regroupent en majorité les petits et moyens agriculteurs et viticulteurs qui, de ce fait, sont frappés par l'impôt et pénalisés parce qu'ils se sont groupés dans des coopératives.

M. André-Georges Voisin. Ceux-là sont exonérés !

M. Paul Balmigère. L'hostilité des coopérateurs et des membres des SICA à la taxe professionnelle se fonde essentiellement sur la nécessité de ne pas pénaliser le producteur-coopérateur par rapport au producteur isolé et inorganisé.

Il est, en effet, illogique et inadmissible qu'une coopérative qui, avec les produits de ses adhérents, effectue les mêmes opérations que celles que peut faire un agriculteur individuel, soit assujettie, alors que tous les exploitants agricoles sont exonérés.

De plus, ce ne sont pas les coopératives qui paieront, en définitive, la taxe professionnelle ; ce sont les agriculteurs coopérateurs, puisque cette charge nouvelle se répercutera de toute évidence sur les prix payés aux producteurs.

On prétend qu'il s'agit de mettre sur un pied d'égalité les coopératives et le négoce. Comment peut-on invoquer un tel argument alors que, sur le plan économique, il existe une disparité incontestable entre les unes et l'autre ? En aucune façon, le sort des coopératives et des caves coopératives ne peut être comparé à celui du négoce.

Les coopératives souffrent d'un certain nombre de handicaps, sur le plan du financement et sur celui des investissements, lesquels sont souvent plus lourds que ceux du secteur industriel et commercial.

Le Gouvernement parle beaucoup de concertation. Que l'on consulte les intéressés ! On s'apercevra alors que la coopération agricole dans son ensemble est hostile à tout assujettissement à la taxe professionnelle. Veut-on la disparition de la coopération ?

Les coopératives sont des infrastructures d'intérêt général agricole et des instruments déterminants pour la réalisation et le fonctionnement d'une politique agricole, en aidant à l'expansion et à l'organisation de l'agriculture :

Elles assurent l'équipement du territoire, par leur présence et leur implantation dans une région, et permettent de concevoir une politique globale de développement régional ;

Elles favorisent une valorisation sur place en fonction même des besoins des agriculteurs ;

Elles accomplissent des tâches essentielles dans le cadre de la régularisation des marchés et jouent un rôle déterminant dans une politique d'organisation fondée sur la stabilité et sur l'intérêt du producteur ;

Elles sont le support de toute politique efficace d'orientation des productions en fonction des besoins du marché ;

Elles assurent aux producteurs un réel pouvoir économique dans la commercialisation ;

Enfin, elles jouent un rôle spécifique en matière de développement agricole dans la mesure où elles apportent à leurs sociétés une série de services.

Doctrinalement injustifiées et économiquement malsaines, les dispositions de l'article 15 de la loi du 24 décembre 1971 doivent être modifiées.

L'agriculture en général et la viticulture en particulier ont déjà assez de difficultés pour ne pas en supporter d'autres. Le revenu agricole a baissé de 15 p. 100 — de 25 à 30 p. 100 pour les viticulteurs. La fiscalité sur le vin est très lourde et aggrave l'écart entre le prix à la production et le prix à la consommation. Au dixième mois de la campagne, 60 p. 100 de la récolte est encore en cave.

Les coopératives, qui ont permis la survie de petits et moyens exploitants, connaissent de grandes difficultés avec la mévente et l'encadrement du crédit. Si on les accable de nouvelles charges, elles ne pourront pas résister. Leur disparition compromettrait l'existence de l'agriculture et de la viticulture familiales.

C'est pourquoi nous demandons à l'Assemblée de voter l'amendement que nous avons déposé et qui est ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé au troisième alinéa de l'article 2, après les mots : « code général des impôts », ajouter les mots : « les coopératives et unions de coopératives agricoles et les sociétés d'intérêts collectifs ». (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.)

M. le président. La parole est à M. Mario Bénéard.

M. Mario Bénéard. L'article 2 prévoit : « Les exonérations prévues en matière de contribution des patentes sont applicables à la taxe professionnelle... » Mais il est dit, dans son exposé des motifs : « Les exonérations accordées en matière de contribution des patentes sont reconduites. »

Or, certaines exonérations étaient subordonnées à une décision des conseils municipaux, notamment en ce qui concernait les caisses de crédit municipal.

Je souhaite donc que M. le ministre de l'économie et des finances veuille bien préciser si les conseils municipaux pourront continuer, comme par le passé, à exonérer les caisses de crédit municipal.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. Je tiens à rassurer tout de suite M. Mario Bénéard en répondant positivement à sa question.

M. le président. La parole est à M. Guermeur.

M. Guy Guerneur. Monsieur le ministre, l'article 2, relatif aux personnes imposables à la taxe professionnelle, indique, dans son paragraphe II, les personnes qui en sont exonérées.

Je constate, à l'alinéa b de ce paragraphe II, que sont notamment exonérés les établissements publics pour leurs activités de caractère essentiellement culturel et éducatif. Or il existe des établissements à caractère culturel et éducatif qui assurent de toute évidence un service public mais qui ne seront pas exonérés aux termes de ces dispositions. Je veux parler des établissements privés d'enseignement. (*Exclamations sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes.*)

Je note également que, dans la discussion générale, M. Torre avait posé deux questions à M. le secrétaire d'Etat : celle de l'exonération des régies municipales optant pour la T. V. A. et celle de l'exonération des établissements privés d'enseignement. Or, si M. le secrétaire d'Etat a fourni une réponse positive à la première de ces deux questions, il n'a pas répondu à la seconde. Ce que voyant, j'avais envisagé de déposer un amendement. Mais, devant la menace de l'article 40 de la Constitution, j'y ai renoncé.

Cet amendement ne sera donc pas discuté. Mais j'ose espérer que le texte de l'article 2 sera amendé sur ce point. Sans doute pourrez-vous, monsieur le ministre, prendre une mesure d'équité qui consisterait à adopter à l'égard des établissements privés d'enseignement qui rendent un service public la même attitude qu'à l'égard des établissements publics. Je vous en remercie par avance. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. M. le secrétaire d'Etat a effectivement répondu à la question qui concernait les régies municipales. Il a indiqué qu'au cours de la navette nous étudierions de près le problème de l'imposition des régies municipales afin de ne pas leur retirer d'une main ce que nous leur avons donné de l'autre avec la possibilité d'option pour la T. V. A.

M. Torre avait également soulevé hier, en ma présence d'ailleurs, le problème des établissements privés d'enseignement, qui concourent à un service public. J'indique aujourd'hui à la fois à M. Torre et à M. Guerneur que nous allons examiner la portée exacte du problème, autrement dit quelles sont les collectivités qui imposent effectivement les établissements privés. Je m'engage à faire en sorte que, dans le cours du débat, pendant la navette ou en commission mixte paritaire, une solution favorable soit apportée au problème qui préoccupe ces deux parlementaires. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux. — Murmures sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes.*)

Plusieurs députés communistes. Et voilà !

M. le président. La parole est à M. Buron.

M. Pierre Buron. Monsieur le ministre, il a été tout à l'heure question des coopératives et du secteur privé. Dans les régions comme celle que j'ai l'honneur de représenter, nous savons tout ce que les agriculteurs doivent à l'esprit de la coopération qui a été véritablement au service des agriculteurs. Mais nous ne pouvons ignorer que certaines coopératives ont connu un grand développement sur les plans commercial et industriel et qu'elles sont finalement tout à fait assimilables à de véritables industries privées.

Au pinacle, il y a une coopérative bien connue qui bénéficie pour l'exportation de ses produits d'un privilège monopolistique que je trouve vraiment « astronomique ». (*Applaudissements sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

Je demande à M. le ministre s'il ne pourrait pas faire établir une étude comparative sur les procédés respectifs de commercialisation du secteur coopératif et du secteur privé, afin que l'Assemblée soit éclairée sur les conditions de commercialisation et d'industrialisation des produits agricoles. (*Applaudissements sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La discussion générale sur l'article 2 est terminée.

M. Burckel, rapporteur, a présenté un amendement n° 5 ainsi rédigé :

« Au début du deuxième alinéa (a) du paragraphe II de l'article 2, supprimer les mots : « Les exploitants agricoles ainsi que ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Cet amendement tend à maintenir dans le champ d'application de la taxe professionnelle les agriculteurs et les éleveurs industriels actuellement assujettis à la contribution des patentes. Son rejet se traduirait, dans les petites communes rurales, par un transfert de charges au détriment des autres redevables.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien, pour répondre à la commission.

M. Robert-André Vivien. J'espère qu'à la faveur de son amendement la commission me permettra de m'adresser, à travers elle, au Gouvernement pour appeler son attention sur la nécessité de certaines exonérations relatives à la presse.

La société professionnelle des papiers de presse, ainsi que les coopératives qu'elle regroupe, pose des problèmes que chacun connaît — ô combien ! — depuis quelque temps. Je supplie d'ailleurs le Gouvernement de ne pas s'attarder sur le caractère pénible, voire irritant, du gaspillage auquel vient de donner lieu l'aide accordée généreusement à la presse et aux imprimeries.

J'aimerais, monsieur le ministre, avec la permission de M. le rapporteur général de la commission des finances, de M. Burckel, rapporteur du projet, et de MM. les présidents de commission, que, passant outre à l'aspect politique, vous considériez quelques instants deux problèmes.

Avec les coopératives qu'elle regroupe, la société professionnelle des papiers de presse est chargée d'approvisionner les journaux en papier. Elle accomplit donc, pour le compte des journaux, une mission essentielle pour l'activité de la presse.

Pour que ce système se perpétue, il faut que la péréquation du prix et la forme coopérative ne fournissent pas l'occasion de faire peser indirectement sur la presse une charge fiscale supplémentaire au moment même où le Gouvernement s'efforce, au cours des discussions qui ont lieu à la « table ronde » sur les activités de la presse, d'alléger la fiscalité que cette dernière supporte.

Si la presse et l'imprimerie avaient connu plus tôt la portée du texte, je suis persuadé qu'elles s'en seraient alarmées et qu'elles auraient saisi le Gouvernement, comme elles ont saisi le rapporteur général de la commission des finances, le rapporteur de la commission des lois et moi-même, il y a quelques heures.

Tout en priant l'Assemblée de m'excuser si j'entre dans des considérations un peu techniques, je rappelle qu'une convention a été conclue entre l'Etat et la société professionnelle des papiers de presse, en vertu du décret du 3 février 1961 qui était relatif aux interventions économiques. Cet accord, prorogé par des avenants en date du 26 juillet 1966 et du 25 juillet 1972, chargeait la société professionnelle de presse de veiller à l'entretien du stock de sécurité du papier journal.

Ne serait-il pas possible que le Gouvernement accorde à nouveau un régime particulier à la société professionnelle des papiers de presse ? J'ai honte de formuler cette demande — j'y insiste — eu égard à tout le gaspillage que j'ai constaté dans la presse ces derniers jours. Mais j'ai le devoir de le faire, de même que le Gouvernement se doit de s'arrêter quelques instants sur ce problème, en passant outre à son aspect politique, ainsi que je l'ai dit en commençant.

Il y a un autre problème grave, sur lequel je m'étonne que la commission Lecat n'ait pas alerté le Gouvernement, comme elle aurait dû le faire. Je veux parler des dispositions qui vont pénaliser l'imprimerie, notamment l'imprimerie des périodiques.

Certains ne manqueront pas d'évoquer les actions de commandos, et de rappeler que cinquante tonnes de papier ont été gaspillées ces derniers jours. Mais ne nous arrêtons pas à cela ! Il est indispensable, en raison du mal profond dont souffrent les imprimeries de périodiques et d'hebdomadaires spécialisés, de prévoir en leur faveur une exonération.

Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre — le rapport Lecat a dû vous en informer, ainsi que la « table ronde » qui s'est tenue en 1973 — la situation dramatique de l'imprimerie française. Le maintien de l'exonération existant en faveur des imprimeries de presse entraîne, qu'on le veuille ou non, une concurrence malsaine. C'est un fait, mais je souhaite que vous puissiez donner satisfaction à une profession qui en a bien besoin, en dépit de certains de ses comportements.

M. le président. Si j'ai donné la parole à M. Robert-André Vivien pour répondre à la commission, c'est parce qu'il n'avait pu intervenir dans la discussion générale alors qu'il était inscrit. La parole est à M. le président de la commission des lois.

M. Jean Foyer, président de la commission. M. Robert-André Vivien vient d'évoquer une fois de plus un problème dont il a fréquemment entretenu l'Assemblée. Ce problème est réel et appelle une solution. Mais je ne pense pas que la solution proposée par M. Vivien et consistant à créer une nouvelle exonération fiscale soit satisfaisante.

Nous sommes en présence d'un article qui est vraiment — le Gouvernement me permettra de le lui dire — l'une des parties faibles du projet de loi.

Le Gouvernement avait l'occasion de donner un coup de faux dans une masse d'exonérations dont beaucoup sont d'origine très ancienne, dont beaucoup ne sont plus guère justifiées de nos jours et dont certaines sont même totalement injustifiées. Le Gouvernement a, si j'ose dire, manqué d'audace en n'entretenant pas ce travail difficile, mais cependant nécessaire.

En effet, la méthode qui consiste à résoudre des problèmes souvent conjoncturels et de durée limitée par des exonérations d'application permanente est la plus mauvaise qui soit. (*Applaudissements sur divers bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

Que l'on résolve ces problèmes en inscrivant dans la loi de finances annuelle des mesures de secours ou des allocations temporaires s'impose dans certains cas. Mais instituer au fur et à mesure des exonérations que l'on ne peut plus supprimer lorsque les raisons qui les avaient motivées ont depuis longtemps disparu est l'une des méthodes financières les plus exécrationnelles qui soient.

Le Gouvernement a eu le tort de n'être pas assez audacieux. Il a même été en l'occurrence très timoré — j'étais même tenté de dire qu'il avait quelque peu manqué de courage. Quoi qu'il en soit, mes chers collègues, il ne faut pas aggraver le mal et les dispositions qui nous sont présentées constituent le *maximum maximum*. Surtout, n'en ajoutons pas ! (*Applaudissements sur divers bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. Revenons-en à la discussion de l'amendement n° 5 !

La parole est à M. Bertrand Denis.

M. Bertrand Denis. Mesdames, messieurs, quelle n'a pas été ma stupeur, à la lecture du rapport de M. Burckel, de constater qu'il proposait de supprimer les exploitants agricoles de la liste des exonérés de la taxe professionnelle.

Après avoir étudié l'évolution de la situation de l'agriculture dans divers pays au cours des dernières années, je puis affirmer que, si 1973 n'a pas été une mauvaise année pour les agriculteurs, en revanche ceux-ci ont connu en 1974 une situation plus mauvaise que toutes les autres activités. Non seulement leurs revenus n'ont pas augmenté, mais encore ils n'ont pas reçu la compensation des différentes dévaluations qui sont intervenues dans le monde. Or c'est ce moment que l'on choisirait pour assujettir les exploitants agricoles à la taxe professionnelle ? Je ne comprends pas que l'on puisse seulement l'envisager !

Je suis de ceux — et ils ne sont plus très nombreux ici — qui ont étudié et voté les lois d'orientation agricole. Eh bien, à cette époque nous avions songé à imposer à la patente un certain nombre de « cultures sans sol ». Et puis on a constaté que ces cultures n'étaient pas si « sans sol » que cela et qu'elles exigeaient certaines surfaces pour écouler les sous-produits ou pour mettre les lisiers, par exemple.

Alors, de grâce, mes chers collègues, ne revenez pas sur ce que le Gouvernement a bien voulu accorder aux exploitants agricoles et repoussez, quelles que soient vos opinions politiques, l'amendement n° 5. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. L'amendement n° 5 constitue une illustration de la thèse que vient de défendre avec courage — et je l'en félicite — M. le président Foyer, selon laquelle il serait souhaitable de supprimer certaines exonérations.

En effet, cet amendement a pour objet de revenir sur l'exonération des gros élevages industriels actuellement imposés à la patente — si toutefois leur production excède un certain seuil — élevages qui sont au nombre d'une centaine, regroupés, je le reconnais, dans les régions de l'Ouest.

S'agissant d'un amendement qui tend à supprimer une exonération, il serait étonnant que le Gouvernement s'y oppose. Cela dit, il s'en remettra à la sagesse de l'Assemblée.

Je voudrais maintenant répondre à M. Robert-André Vivien.

Je suis, comme lui, préoccupé par le sort de la presse et je le suis à tel point que j'ai demandé au Parlement, il y a quelques jours, de voter une subvention exceptionnelle de 60 millions de francs pour compenser la hausse du prix des différents papiers.

J'indique que la coopérative des papiers de presse était déjà justiciable de la patente. J'estime en conséquence qu'en vous demandant simplement de ne pas l'exonérer, nous ne lui imposons pas de charge nouvelle.

Pour ce qui est de l'imprimerie, j'ai, comme M. Vivien, étudié le rapport Lecat et discuté ensuite avec son rapporteur général. Le présent projet apporte quelques aménagements à l'imposition des imprimeries. Par la combinaison des deux critères que nous avons retenus — valeur locative de l'installation et salaires — et compte tenu des transferts de charges qui interviendront au niveau des diverses activités, les imprimeries seront moins imposées dans le cadre de la taxe professionnelle qu'elles ne l'étaient dans le cadre de la patente. Je crois donc que M. Vivien a satisfaction.

Par ailleurs, je me range à l'avis de M. Foyer : mieux vaut, en l'occurrence, procéder par dotations budgétaires et par aides exceptionnelles, comme nous l'avons fait cette année pour les agriculteurs avec la prime à la vache ou l'année dernière avec la prime spéciale, plutôt que de se lancer dans des exonérations fiscales qui sont effectivement très difficiles à supprimer ensuite.

M. le président. La parole est à M. Bécam, pour répondre au Gouvernement.

M. Marc Bécam. La disposition que la commission nous propose de retenir pouvait être valable au temps d'une agriculture de type pastoral, où les élevages de type industriel, tout à fait différents des autres, étaient exceptionnels. Il est certain qu'avec l'évolution des techniques modernes, les choses ont profondément changé.

L'amendement de la commission semble a priori pouvoir être accepté par l'Assemblée, mais il présente en réalité un caractère fallacieux, car il ne faut pas oublier que s'applique ici le critère de l'achat à l'extérieur des deux tiers de l'alimentation du bétail. Cela signifie que dans la plupart des régions de France les exploitations importantes qui font de l'élevage industriel ne sont pas soumises à la patente alors que dans les régions de l'Ouest, où l'on sait que les quatre départements bretons assurent 30 p. 100 de la production française de pores, le nombre des exploitations assujetties à la patente est considérable. Il est évident que l'agriculteur qui ne possède que dix hectares et qui s'est reconverti dans l'élevage avicole ou porcin ne peut pas produire les deux tiers des aliments nécessaires à son exploitation.

En réalité, vous voulez continuer à exonérer les grandes exploitations et à imposer les plus petites, celles qui se sont précisément reconverties dans ces productions.

Je demande instamment à l'Assemblée de repousser cet amendement. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Mes chers collègues, il semble qu'il y ait un malentendu.

Jusqu'à présent, les exploitants agricoles étaient exonérés de la patente en application de l'article 1454 du code général des impôts. Étaient seuls soumis à la patente les aviculteurs et les éleveurs industriels.

Il faut bien voir que le texte du Gouvernement tend à élargir les exonérations ; si vous l'adoptez, les exploitants agricoles seront exonérés, ce qui n'appelle pas d'observation particulière, mais les éleveurs industriels le seront aussi.

L'amendement de la commission propose simplement de revenir au système actuel, puisque, selon le paragraphe 2, tous ceux qui étaient exonérés jusqu'à présent de la patente le seront demain de la taxe professionnelle.

La suppression de l'expression « les exploitants agricoles » aurait pour effet de soumettre les aviculteurs et les éleveurs industriels à la taxe professionnelle. C'est la raison pour laquelle la commission vous demande d'approuver son amendement.

M. le président. La parole est à M. Josselin.

M. Charles Josselin. Ainsi que j'ai eu l'occasion de le rappeler hier soir, le choix d'un élevage de type industriel a souvent été la réponse des éleveurs à l'insuffisance de superficie de leur exploitation. Nous sommes opposés à cet amendement parce que le système actuel nous paraît injuste.

Son principe, qui consiste à n'imposer que certains agriculteurs, nous semble acceptable, mais, en fait, ceux qui sont imposés ne sont pas forcément les agriculteurs les plus importants, ce sont ceux qui ne disposent pas d'une superficie suffisante pour produire au moins un tiers des aliments que l'élevage consomme. De sorte que le cultivateur qui ne dispose que d'une superficie de vingt hectares et qui a installé une porcherie ou un poulailler devra payer patente, alors que celui qui a la chance de posséder cinquante hectares ne la paiera pas.

Ce système est d'autant plus inique que très peu de commissions osent imposer ceux qui devraient l'être. Ceux qui le sont ont alors l'impression de l'être injustement. Je crois que cette disposition mérite de disparaître.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Pranchère et Rigout ont présenté un amendement n° 72 libellé en ces termes :

« Dans le deuxième alinéa (a) du paragraphe II de l'article 2, après les mots : « code général des impôts », insérer les mots : « , les coopératives et unions de coopératives agricoles et les sociétés d'intérêt collectif agricole. »

Cet amendement a déjà été soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Voisin.

M. André-Georges Voisin. La taxe professionnelle est instituée au profit des collectivités.

Nous défendons tous les collectivités. Alors pourquoi ne pas adopter un amendement tendant à supprimer la tutelle qui pèse sur elles ? Toutes les exonérations seraient supprimées et les municipalités, seules intéressées financièrement, seraient seules juges de reprendre certaines exonérations prévues en matière de patente. Je suis, moi, partisan de donner cette responsabilité aux collectivités locales. (Mouvements divers.)

M. le président. Monsieur Voisin, cet amendement, à la manière de la jument de Roland — si je ne me trompe — possède toutes les qualités, sauf celle d'exister ; en effet, je n'en ai pas été saisi.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 ?

M. le ministre de l'économie et des finances. L'amendement n° 72 pose un problème de fond qui est de savoir s'il faut étendre les exonérations visées à l'article 2 à l'ensemble du secteur des coopératives et unions de coopératives agricoles et des sociétés d'intérêt collectif agricole. Le Gouvernement demande que l'article 40 de la Constitution lui soit appliqué.

M. le président. Sur ce point de l'application de l'article 40 de la Constitution, je sollicite l'avis de la commission des finances, afin de trancher.

La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Fernand Icart, président de la commission des finances. Monsieur le président, à mon avis, l'article 40 de la Constitution s'applique à cet amendement n° 72.

M. Paul Balmigère. Pourquoi à cet amendement et pas aux autres ?

M. Fernand Icart, président de la commission des finances. En ma qualité de président de la commission des finances, je voudrais à ce sujet faire une déclaration de principe.

Dans ce domaine complexe de la réforme des finances locales, l'application de l'article 40 de la Constitution qui, je le rappelle au passage, concerne également les ressources des collectivités locales, soulève des problèmes délicats.

Elle rencontre deux objections de caractère général qu'il convient d'examiner, avant de préciser clairement les principes sur lesquels se fonde une appréciation objective de la recevabilité.

Première objection : la patente est un impôt de répartition, autrement dit les collectivités locales décident du montant de son produit global ; la charge, pour chacun des assujettis, résulte du jeu d'un mécanisme pré-établi, de sorte que les allègements

consentis à certains contribuables sont automatiquement compensés par la surcharge des autres, sans qu'il en résulte une perte de recettes.

A cette objection, j'oppose une première remarque, mais seulement pour mémoire. Quel est l'impôt définissant l'assiette et le taux, c'est-à-dire l'impôt dit de quotité, qui ne soit pas établi à partir de la recette que l'on attend ? Dès lors, le *distinguo* entre impôt de répartition et impôt de quotité me paraît en pratique fort subtil.

J'en viens maintenant à ma réponse. Autoriser toutes les propositions d'allègement peut, à la limite, faire disparaître toute base imposable pour certaines communes. Dans d'autres cas, le report de la charge fiscale sur un très petit nombre d'assujettis la rendrait insupportable pour eux. Dans ces conditions, la collectivité locale sera bien obligée de modérer ses prétentions fiscales et de réduire ses dépenses ou de faire appel à d'autres ressources. Cette préoccupation fut d'ailleurs exprimée par un certain nombre de députés, tant en commission des finances qu'à la tribune lorsqu'ils eurent pris connaissance des allègements proposés par le Gouvernement. J'estime donc que la compensation n'est ni automatique, ni toujours possible.

On pourra soutenir que des allègements sont concevables à condition de rester dans la limite du raisonnable et des possibilités de compensation. Comment éviter alors la juxtaposition d'un grand nombre d'amendements accordant des exonérations partielles, mais dont l'addition peut aboutir en fait à la suppression pure et simple de la matière imposable dans un certain nombre de collectivités locales, notamment dans certaines communes rurales ?

Comment le président de la commission des finances, en présence d'une masse d'amendements tendant à l'allègement, donnera-t-il un avis de recevabilité sur certains et, à partir d'un certain seuil, un avis d'irrecevabilité sur les autres ? Vous avouerez que la frontière est impossible à tracer. Telle est en tout cas mon opinion.

En outre, si la patente présente actuellement certains aspects d'un impôt de répartition — aspects que la taxe professionnelle conservera d'ailleurs jusqu'au 1^{er} janvier 1979 — en revanche, à partir de cette date, les conseils municipaux et les conseils généraux ne voteront plus des produits, mais des taux. Ceux-ci ne seront pas fixés librement puisque, dès 1979, les taux situés hors du « serpent » départemental devront progressivement y revenir, c'est-à-dire que la manipulation des taux ne permettra plus de compenser dans tous les cas le rétrécissement des bases qui auraient été décidées aujourd'hui. Il y aurait donc perte de recettes définitive.

La seconde objection, de caractère général, consiste à dire que nous sommes placés dans le cadre d'une réforme nouvelle dans laquelle la patente est supprimée. Il n'y aurait donc plus, selon les tenants de cette thèse, de droit existant. Nous nous trouverions dans une situation « de néant fiscal » dans laquelle le champ de l'initiative parlementaire serait complètement ouvert.

A cet argument, j'opposerais d'abord que l'article 40 de la Constitution a été conçu pour protéger les ressources publiques, celles de l'Etat, certes, mais aussi celles des collectivités locales. En la circonstance, il s'agit d'une somme de vingt milliards de francs. La Constitution a donc voulu que soit fait obstacle à toute proposition qui aboutirait à réduire, peu ou prou, ce produit, qu'il s'agisse d'un projet qui fasse table rase d'un système antérieur, ou non.

J'ajouterais que si le projet de loi que nous discutons n'était pas adopté, la patente continuerait de s'appliquer. Elle existera d'ailleurs sous une autre forme jusqu'en 1979 puisque, jusqu'à cette date, la taxe professionnelle ne sera pas autre chose que l'actuelle patente assise sur des bases renouvelées.

En d'autres termes, la suppression de la patente et l'institution de la taxe professionnelle forment un ensemble non dissociable.

Ces objections de caractère général étant écartées, il reste à préciser sur quels principes ont été fondés mes avis de recevabilité.

Sur le texte que nous discutons, comme sur tous les autres textes, la référence par rapport à laquelle s'apprécie l'augmentation de recettes est double.

Cette référence peut être celle du droit existant. Il s'ensuit que l'article 40 de la Constitution n'est pas applicable aux propositions tendant à maintenir aux collectivités locales leur potentiel actuel.

Ainsi n'ai-je pas estimé irrecevable un amendement de la commission des lois ramenant du quart au huitième la proportion de la masse salariale prise en considération dans l'assiette.

M. le président. Vous êtes en droit, monsieur Icart, de motiver vos avis de recevabilité, mais je vous serais obligé de vous en tenir maintenant à l'amendement sur la recevabilité duquel je vous ai demandé votre avis, comme je le devais.

M. Fernand Icart, président de la commission des finances. Monsieur le président, j'ai donné mon avis sur cet amendement. Mais je ne voudrais pas avoir à le donner à nouveau sur les trente amendements que j'ai estimés irrecevables, préférant répondre une fois pour toutes aux objections qui m'ont d'ores et déjà été présentées, ici même ou en commission, et à toutes celles qu'on ne manquera pas de m'adresser. C'est la raison pour laquelle j'ai estimé opportun de faire sur ce point une déclaration de principe.

M. le président. Je ne conteste en aucune façon votre droit, monsieur le président, et j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt votre explication générale. Mais je crois préférable de nous en tenir à l'amendement en discussion.

M. Fernand Icart, président de la commission des finances. Cet amendement n° 72, je l'estime irrecevable, parce qu'il outre-passe le droit existant pour des raisons que j'entends développer ultérieurement. J'estime qu'il existe encore un droit.

J'ai exposé ces considérations de caractère général, monsieur le président, car je n'ai pas jugé utile de m'expliquer sur l'irrecevabilité de chacun des amendements que j'ai déclarés irrecevables. Je l'ai fait une fois pour toute et je n'y reviendrai pas.

M. le président. Je voudrais rappeler à l'Assemblée la première phrase de l'article 98, alinéa 6, du règlement :

« S'il apparaît évident que l'adoption d'un amendement aurait les conséquences prévues par l'article 40 de la Constitution, le président en refuse le dépôt ».

J'ai déjà indiqué tout à l'heure que cette évidence ne m'était pas apparue. D'ailleurs, si l'affaire était évidente, M. Icart ne se serait pas expliqué aussi complètement.

Au demeurant, monsieur le ministre, vous auriez facilité ma délibération si vous aviez bien voulu démontrer clairement que la seconde contribution remplace la première. Certes, l'article 1^{er} supprime l'ancienne et l'article 2 crée la nouvelle et le pont est jeté, je le reconnais, dans l'exposé des motifs. Mais le texte aurait pu être plus clair.

J'ai donné ces explications concernant le dépôt des amendements pour le cas où certains de nos collègues ne seraient pas très au fait de la procédure applicable en l'occurrence.

L'article 98, alinéa 6, du règlement dispose ensuite : « En cas de doute, le président décide... » — c'est ce que je vais faire — « ... après avoir consulté le président ou le rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ou un membre du bureau désigné à cet effet ; à défaut d'avis, le président peut saisir le Bureau de l'Assemblée ».

J'ai donc consulté M. le président de la commission des finances qui, afin de justifier sa position, a également indiqué quels principes généraux avaient guidé son comportement, et je ne le critique pas de ce fait ; j'ai simplement demandé que nous n'anticipions pas sur la discussion des autres amendements.

Je précise que le président de l'Assemblée, qui assume la responsabilité de la décision, se prononce chaque fois que la question se pose. Il ne peut donc s'engager par avance — le règlement de l'Assemblée ne l'y incite pas — à suivre l'avis de la commission des finances. Il se borne à recueillir cet avis — avec le respect que celui-ci mérite — qui ne le lie pas.

Cela dit, j'observe, à mon vif regret que, dans le cas qui nous occupe, l'article 40 de la Constitution est applicable.

En conséquence, je déclare l'amendement n° 72 irrecevable.

La parole est à M. le président de la commission saisie au fond.

M. Jean Foyer, président de la commission. Je regrette, monsieur le président, que vous ayez statué instantanément.

M. le président. J'y étais obligé, et croyez que je le déplore.

M. Jean Foyer, président de la commission. Les circonstances dans lesquelles l'avis de la commission des finances a été exprimé sont tout à fait exceptionnelles.

En effet, M. le président de la commission des finances ne s'est pas contenté de donner un avis, qu'il n'était d'ailleurs pas tenu de motiver. Il a développé les raisons qui conduisent à appliquer l'article 40 de la Constitution à certaines dispositions du texte de réforme fiscale que nous discutons.

J'aurais souhaité pouvoir répondre aux arguments invoqués au cours de cet exposé unilatéral avant que vous ne statuez, monsieur le président. Comme il vous est difficile de me donner maintenant la parole puisque la question de la recevabilité de l'amendement en cause a été tranchée, je vous demande

de m'autoriser à m'expliquer ultérieurement, au début de la prochaine séance, par exemple.

M. le président. Bien volontiers, monsieur Foyer. Il s'agit, en effet, d'une question délicate.

Je ne peux reprocher à M. le président de la commission des finances de m'avoir répondu autrement que par l'affirmative ou par la négative. Le règlement de l'Assemblée ne précise pas que l'avis ne doit pas être motivé. M. le président de la commission des finances était donc parfaitement en droit d'assortir son avis de motifs détaillés, et je lui en suis reconnaissant.

M. André Bouloche. Je demande la parole.

M. le président. La discussion de l'amendement n° 72 est terminée, monsieur Bouloche ; je ne puis vous donner la parole.

(Protestations sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes.)

M. Burekel, rapporteur, a présenté un amendement n° 6 libellé comme suit :

« Compléter le troisième alinéa (b) du paragraphe II de l'article 2 par les mots : « , sportif ou touristique ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Claude Borckel, rapporteur. C'est après avoir pris connaissance de l'exposé des motifs de l'article 2 que nous avons été conduits à déposer cet amendement.

En effet, l'article 2 précise que sont exonérés de la taxe professionnelle « les collectivités locales, les établissements publics et les organismes de l'Etat... pour leurs activités de caractère essentiellement culturel, éducatif, sanitaire ou social ». Et l'exposé des motifs indique que les piscines, par exemple, seraient exonérées.

Nous avons donc pensé qu'il y avait peut-être une omission dans la rédaction de l'article. C'est pourquoi nous proposons de prendre également en considération les activités de caractère essentiellement « sportif ou touristique ».

Je profite de l'occasion qui m'est offerte, monsieur le ministre, pour vous demander de nous préciser, d'une part, ce qu'il convient d'entendre par « activités de caractère essentiellement... sanitaire » et, d'autre part, sous quelle rubrique peuvent être rangés les abattoirs municipaux ?

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 ?

M. le ministre de l'économie et des finances. J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt le débat qui vient d'avoir lieu à propos de l'article 40 de la Constitution.

M. Jean Foyer, président de la commission. Il n'est pas achevé !

M. le ministre de l'économie et des finances. Quant à l'amendement en discussion, il élargit le champ d'application des exonérations prévues par le texte. Je pourrais donc invoquer l'article 40.

Pour répondre à M. le rapporteur, j'indique tout de suite que les abattoirs municipaux, compte tenu du rôle qu'ils jouent du point de vue sanitaire, entrent dans le champ d'application de l'article 2 et doivent bénéficier de l'exonération de la taxe professionnelle.

Cela dit, l'exonération des activités de caractère sportif ou touristique ne manquerait pas de poser des problèmes en matière de concurrence ; il s'agit de savoir si l'imposition doit être la même pour toutes les installations existant dans un certain périmètre, qu'elles soient gérées par une collectivité publique ou qu'elles dépendent de l'initiative privée. C'est une situation qui peut se présenter par exemple en montagne, où les remontepentes d'une même station de ski sont tantôt financés par le département, tantôt par la commune, tantôt par le secteur privé. A notre avis, il ne serait pas normal qu'il y ait exonération dans certains cas et pas dans d'autres.

Je comprends que l'on veuille aider au bon fonctionnement de certains équipements à vocation touristique ou sportive — c'est le cas des piscines — dont la gestion, souvent confiée à des associations, est en général déficitaire, et cela pour des raisons que je n'approfondirai pas.

C'est pourquoi, m'engageant à inscrire dans le texte, à l'occasion de la navette, que les équipements sportifs et touristiques seront exonérés de la taxe professionnelle, je demande à M. le rapporteur de bien vouloir retirer l'amendement n° 6, ce qui permettrait d'éviter un nouveau débat sur l'application de l'article 40.

M. le président. Monsieur le rapporteur, l'amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de la commission, et il ne m'est pas possible de le retirer.

M. le président. Quel est l'avis de M. le président de la commission des finances sur la recevabilité de l'amendement ?

M. Fernand Icart, président de la commission des finances. A mon sens, l'article 40 de la Constitution est opposable à cet amendement.

M. le président. Personnellement, je ne le pense pas. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Mes chers collègues, je n'ai pas à motiver ma décision.

M. le président de la commission des finances a donné son avis, mais M. le ministre de l'économie et des finances a seulement indiqué qu'il « pourrait » demander l'application de l'article 40 de la Constitution.

Monsieur le ministre, opposez-vous l'article 40 ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, dans ce débat, chacun doit prendre ses responsabilités. J'oppose donc l'article 40.

M. le président. Je déclare qu'il n'est pas applicable. La parole est à M. Chauvet.

M. Augustin Chauvet. Je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir indiqué que les abattoirs communaux bénéficieraient de l'exonération.

Je suis satisfait car je craignais que ne soient pas exonérés, à l'avenir, certains abattoirs municipaux exploités directement par les communes et qui, actuellement, le sont. Cela dit, je pense que l'exonération ne s'appliquera qu'aux abattoirs exploités directement ou en régie par les communes et non à ceux qui font l'objet d'une concession.

Par ailleurs, je crois que l'amendement de la commission relatif aux activités de caractère touristique vise surtout les campings municipaux. A cet égard le Gouvernement serait bien inspiré d'exonérer ceux-ci. D'ailleurs, à l'heure actuelle, nombre d'entre eux ne sont pas imposés ; mais il existe une certaine jurisprudence selon laquelle lesdits campings pourraient être considérés comme passibles de la patente.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6. (*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques, n° 47 et 73.

L'amendement n° 47 est présenté par M. Maurice Papon, rapporteur général, et MM. Vizet, Combrisson, Frelaut ; l'amendement n° 73 est présenté par MM. Vizet, Combrisson et Frelaut.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Compléter le troisième alinéa (b) du paragraphe II de l'article 2 par les mots : « ..., quelle que soit leur situation à l'égard de la T. V. A. »

La parole est à M. le rapporteur général, pour soutenir l'amendement n° 47.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Cet amendement, qui a été approuvé par la commission des finances, tend à exonérer de la taxe professionnelle toutes les régies des collectivités locales exerçant les activités signalées — et qui viennent d'ailleurs de s'enrichir de deux rubriques nouvelles — y compris celles qui opèrent pour le régime de la T. V. A.

La commission des lois estimait que cela allait sans dire, mais il convient peut-être que M. le ministre de l'économie et des finances apporte une précision à cet égard.

(*M. Charles Bignon remplace M. Edgar Faure au fauteuil présidentiel.*)

PRESIDENCE DE M. CHARLES BIGNON,

vice-président.

M. le président. La parole est à M. Combrisson.

M. Roger Combrisson. Monsieur le président, mandaté par le président de mon groupe, je demande une suspension de séance pour nous permettre d'examiner les répercussions des décisions contradictoires qui viennent d'être prises, à propos de l'article 40 de la Constitution, au cours d'une discussion qui a revêtu, à nos yeux, un certain caractère de gravité.

M. le président. La suspension est de droit.

Toutefois, notre ordre du jour étant extrêmement chargé, je souhaite que la durée de cette suspension soit aussi limitée que possible.

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à dix-huit heures trente, est reprise à dix-huit heures cinquante-cinq, sous la présidence de M. Edgar Faure.*)

PRESIDENCE DE M. EDGAR FAURE

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. Bardol, pour un rappel au règlement.

M. Jean Bardol. Monsieur le président, mes chers collègues, nous connaissons depuis hier une procédure assez exceptionnelle.

Je ne suis membre de cette assemblée que depuis deux ans, et j'appartiens à la commission des finances. Jusqu'à maintenant, lors de l'examen d'un projet de loi de finances ou d'un projet de loi de finances rectificative, les amendements déposés devant la commission des finances — et il en est de même lorsqu'elle est saisie pour avis, à l'occasion d'autres projets — sont soumis à l'appréciation de M. le président de la commission des finances qui, éventuellement après avoir consulté le bureau de la commission, comme le prévoit le règlement, déclare ces amendements recevables ou irrecevables.

Cette procédure a toujours été appliquée.

Hier, M. le président de la commission des finances — si mes renseignements sont exacts — a déclaré irrecevables une trentaine d'amendements. Or ces amendements ont été imprimés et distribués ce matin. Vous avez donc, monsieur le président, en faisant imprimer et distribuer ces amendements, reconnu ainsi implicitement, en fonction de la procédure qui était employée jusqu'à maintenant dans cette assemblée, que l'article 40 de la Constitution ne pouvait s'appliquer, car c'est bien la première fois que des amendements reconnus irrecevables par le président de la commission des finances sont imprimés, distribués et mis en discussion.

Ensuite — et c'est votre droit en vertu du dernier alinéa de l'article 98 du règlement de l'Assemblée, vous avez pris la décision — je dirai presque suprême — d'appliquer ou de ne pas appliquer l'article 40 de la Constitution à tel ou tel amendement.

C'est ainsi que deux de ces amendements déclarés irrecevables par le président de la commission des finances émanant l'un de l'opposition, l'autre de la majorité, ont été soumis à votre verdict. Ils avaient le même objet : étendre le champ des exonérations de la taxe professionnelle prévues à l'article 2. Or vous avez considéré que l'un d'eux n'était pas recevable — celui qui était présenté par mon groupe — mais que l'autre l'était.

Il me serait agréable, monsieur le président, que vous puissiez motiver votre décision.

M. le président. Je le ferai bien volontiers !

M. Jean Bardol. J'en suis persuadé !

M. le président. Et vous serez tout à fait d'accord avec moi.

M. Jean Bardol. Par ailleurs, il nous apparaît — et vous l'avez reconnu implicitement, je l'ai dit, en faisant imprimer, distribuer et discuter ces amendements — que l'article 40 de la Constitution ne leur était pas applicable.

En effet, le texte qui nous est présenté institue un impôt nouveau et donc une recette nouvelle. Or l'article 40 que j'ai sous les yeux ne vise pas ce cas. Au surplus, comme il s'agit d'un impôt de répartition et que le produit de la taxe professionnelle sera réparti en fonction des exonérations ou des allègements accordés, il n'y aura pas non plus perte de recettes pour les collectivités locales.

Un dernier mot, monsieur le président pour vous dire que vous serez de nouveau obligé de vous prononcer sur l'application de l'article 40 à d'autres amendements que le groupe communiste a déposés. Ces amendements tendent soit à alléger le montant de la taxe pour les petits et moyens redevables, soit à sauvegarder au maximum les intérêts et les prérogatives des collectivités locales.

Si vous leur opposez, comme vous l'avez fait tout à l'heure, l'article 40, et si le Gouvernement — ce dont nous sommes persuadés, car nous le connaissons — se rallie à votre position, vous empêcherez l'Assemblée de débattre et de se prononcer sur des problèmes très importants, que d'autres groupes entendent évoquer également et à propos desquels les élus de la nation doivent prendre aujourd'hui leurs responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Bouloche.

M. André Bouloche. Mon rappel au règlement se fonde sur l'article 98 du règlement et sur les articles 39 et 40 de la Constitution.

J'ai cru comprendre, monsieur le président, que nous aurions ce soir, à la demande du président de la commission des lois, un débat de fond sur cette question de procédure.

M. Jean Foyer, président de la commission. Nous pouvons l'engager dès maintenant.

M. André Bouloche. Il peut effectivement avoir lieu maintenant.

Mais comme je ne veux pas alourdir cette discussion, je me référerai simplement aux arguments que j'ai avancés hier et que M. Bardol vient de reprendre au cours de son rappel au règlement.

Monsieur le président, les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ont été surpris par la façon dont vous avez décidé souverainement de l'application et de la non-application de l'article 40 de la Constitution dans deux cas qui nous ont paru analogues sauf sur un point : l'un des amendements était présenté par l'opposition alors que l'autre était soutenu par le rapporteur de la commission des lois qui parlait, sinon au nom de la majorité, du moins en tant que membre de la majorité.

M. le président. Permettez-moi de vous interrompre, monsieur Bouloche.

M. André Bouloche. Je vous en prie, monsieur le président.

M. le président. Je suis persuadé que vous ne pensez pas un seul instant que c'est pour la raison que vous dites que j'ai tranché de cette manière.

M. André Bouloche. Je ne fais que constater un fait, monsieur le président. Je suis d'ailleurs convaincu que vous allez nous donner des explications, puisque vous nous les avez promises. Mais c'est bien ce que le membre de l'opposition que je suis et qui subit depuis longtemps les rigueurs de l'article 40 est obligé de souligner dans un premier temps.

Nous sommes donc conduits à réserver les suites que nous donnerons à cette affaire après le débat qui nous occupe actuellement.

Nous avons entendu un exposé de M. le président de la commission des finances. Je dois dire qu'il ne m'a pas du tout convaincu, car je n'ai pas compris s'il se plaçait sur le terrain constitutionnel, sur le terrain juridique ou sur celui de l'opportunité. En effet, il a déclaré qu'à la limite, certains amendements pourraient faire disparaître toutes ressources pour plusieurs communes.

Si cet argument est valable — et il n'est pas forcément négligeable — il faudra chaque fois en prouver le bien-fondé, car ce n'est pas en énonçant seulement un tel argument qu'on peut disposer de treize amendements. Sur ce point, je ne suis pas du tout d'accord avec M. le président de la commission des finances.

Il nous a parlé également d'une masse d'amendements qui proposeraient tous des allègements. Mais à quoi tend le texte dont nous allons discuter toute la nuit sinon, précisément, à instituer un grand nombre d'allègements à la demande même du Gouvernement ? Pourquoi ne pourrions-nous pas, nous aussi, en proposer ? Cet argument n'est donc pas valable non plus.

M. le président de la commission des finances ajoute enfin que les taux ne sont pas fixés librement. C'est possible, et nous le regrettons. Nous avons déposé des amendements pour remédier à cet état de choses et nous n'admettrons pas qu'une telle argumentation nous soit opposée.

Rappelez-vous, mes chers collègues — et M. le président le sait parfaitement — que nous avons déjà eu un débat sur la demi-patente, ou la demi-taxe professionnelle, des coopératives et de leurs unions. Nous en avons discuté et l'on ne nous a pas opposé alors l'article 40. Pourquoi ? Parce que nous avons équilibré cette diminution de recettes par une ressource compensatoire résultant de la suppression du prélèvement libérateur ou de la suppression de l'impôt fiscal. C'était, il faut bien le dire, un artifice, mais il nous a tout de même permis de discuter de cette affaire importante.

Or actuellement, le couperet de l'article 40 rend impossible l'examen de l'amendement déposé par nos collègues communistes et à propos duquel nous avions pourtant, les uns et les autres, bien des choses à dire.

Je voudrais maintenant appeler l'attention de l'Assemblée sur la conséquence extrêmement grave que pourrait avoir l'application de l'article 40 dans des conditions que je ne qualifierai pas, monsieur le président, puisque vous allez bientôt nous en parler : nous risquerions de rendre le texte définitif de la loi attaquant du point de vue de sa constitutionnalité.

Pour tous les députés — et pas seulement pour ceux de l'opposition — le problème est d'importance. Accepteront-ils de laisser passer un texte qui présente des dispositions de caractère

positif en renonçant pour ce motif à un recours devant le Conseil constitutionnel ? Ou bien estimeront-ils que doit primer la défense du droit d'amendement que l'article 39 de la Constitution reconnaît à tout parlementaire ? C'est pourquoi j'ai fondé aussi mon rappel au règlement sur cet article de la Constitution.

Nous avons le devoir de défendre ce droit. A cause de la position adoptée par le Gouvernement et sa majorité, certains parlementaires seraient conduits à soumettre au Conseil constitutionnel un texte dont ils ne désapprouveraient pas toutes les dispositions. Il serait fâcheux et même inadmissible que l'Assemblée et, en particulier, les députés de l'opposition soient placés devant un tel choix.

C'est pourquoi je fais appel à la sagesse de tous pour que l'on revienne à la formule qui aurait dû être adoptée dès le début de la discussion : il faut renoncer à appliquer l'article 40 sauf dans le cas, tout à fait exceptionnel, où il est prouvé qu'un amendement supprime la matière imposable d'une ou plusieurs collectivités locales et, par conséquent, diminue ou supprime les ressources publiques.

Tant que la démonstration n'en sera pas apportée, l'article 40 ne devra pas être appliqué, qu'il s'agisse, bien entendu, d'un amendement de la majorité ou d'un amendement de l'opposition. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes.)*

M. le président. Avant que l'on aborde l'ensemble du problème, je veux donner une explication à M. Bardol et à M. Bouloche sur les deux amendements précédents.

Si je comprends bien, on a toujours tort — du moins vis-à-vis de vous, messieurs de l'opposition — de faire preuve de conscience et de scrupules. Si je ne m'étais pas penché sur la question du dépôt des amendements, vous auriez trouvé ce tout allait bien et aucun d'eux n'aurait été appelé. J'ai estimé, pour ma part, qu'il y avait un doute et que je devais les faire distribuer.

D'ailleurs, monsieur Bardol, aucune disposition du règlement n'a jamais prévu que la commission des finances, quel que soit le respect que nous lui portons et l'importance de son rôle, déclarerait les amendements irrecevables.

M. André Fanton. Très bien !

M. le président. En règle générale, je me fie automatiquement aux avis de la commission des finances sur la question de savoir s'il y a création de charges nouvelles ou diminution de ressources. Je ne l'ai pas fait dans le cas présent, précisément parce que la matière est plus difficile et pour les raisons mêmes que vous avez soulignées. Il est curieux de me voir reprocher d'accorder de l'importance à vos avis au lieu d'agir d'une façon automatique.

Par ailleurs, si le règlement prévoit que le président de l'Assemblée nationale a seul le droit de trancher sur la recevabilité dans deux cas, ce n'est pas moi qui ai fait ce règlement. Je suis obligé de l'appliquer et de prendre mes responsabilités. L'opposition peut, comme le Gouvernement, saisir le Conseil constitutionnel selon ce qu'elle imaginera. Elle en a maintenant le droit en vertu d'une disposition qu'elle revendique bien qu'elle ne l'ait pas votée.

M. André Bouloche. C'est la démocratie !

M. le président. Voilà un cas qui démontre l'excellence de la procédure, et je suis très heureux, messieurs, que vous profitiez de dispositions que vous ne votez pas et que vous les approuviez dans la pratique alors que vous les avez rejetées en théorie : je vous en félicite. *(Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.)*

Si le règlement de l'Assemblée, d'ailleurs validé par le Conseil constitutionnel, a conféré au président de l'Assemblée nationale un droit personnel et latitudinaire de trancher, c'est parce qu'on a pensé qu'il aurait une compétence et une indépendance suffisantes pour se faire une opinion et ne pas agir de façon rituelle, en suivant systématiquement la commission des finances ou le Gouvernement.

Par conséquent, dans l'esprit de ces dispositions, qui jouent dans deux cas, je le répète — à propos de l'article 40 et d'un autre article relatif au pouvoir réglementaire, mais dans cette hypothèse, il peut y avoir litige et recours devant le Conseil constitutionnel — le président décide. Et comme il ne peut pas y avoir de débat, il ne doit pas normalement donner de motif, parce que s'il en donne un il est difficile de refuser tout débat. Or le règlement n'en prévoit pas.

Je vais vous expliquer maintenant l'énorme différence qu'il y a entre les deux amendements sur lesquels j'ai pris des déci-

sions contraires non pas du tout parce que l'un émanait de l'opposition et l'autre de la majorité, mais pour une raison qui ne sera contestée par personne, j'en fais le pari.

Quand la commission des finances me dit : « il y a diminution des ressources publiques », je peux évidemment passer outre. Mais la commission des finances est une émanation de l'Assemblée. C'est, en l'espèce, non seulement l'avis personnel de son président, ou de son rapporteur général, qui sont des personnes très estimées, mais aussi l'avis de la commission qui a statué à la majorité.

Je ne puis révoquer en doute l'avis de la commission des finances sur la création de dépenses ou la perte de ressources que pour des raisons valables. Je me réserve de le faire si je le juge bon, mais c'est une lourde responsabilité à assumer.

Si j'ai statué différemment sur l'amendement n° 6, c'est pour une tout autre raison. En effet, sans entrer dans aucune considération technique, j'ai pu me faire une opinion personnelle très simple : il s'agit de priver des collectivités de ressources en même temps qu'on les dispense d'une charge. Il n'y a donc pas une privation nette de ressources. C'est, en somme, le phénomène du canard marseillais.

M. Jean Bardol. Il y a une part de l'Etat !

M. le président. Qu'il s'agisse de ressources de l'Etat ou d'autres collectivités publiques, peu importe ! En effet, la loi ne parle pas des ressources de l'Etat, mais des ressources publiques.

Dans la mesure où la perte de recettes est compensée par une diminution de charges équivalente, on aboutit à une équation parfaite. J'estime qu'il n'y a pas privation de ressources publiques puisqu'il y a diminution équivalente des charges. (*Protestations sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.*)

Peut-être n'êtes-vous pas d'accord, mais vous ne pouvez nier que ce cas soit absolument différent du précédent. Là, j'ai statué sur des ressources et des charges en équation : on peut augmenter les charges de un milliard et les ressources d'un égal montant, il n'y aura pas de différence. C'est ce que l'on appelle la somme algébrique, sujet que M. Bouloche connaît mieux que moi.

Cette raison peut vous sembler mal fondée, mais je soutiens qu'elle fait apparaître une grande différence entre les deux cas en question.

Cela dit, je considère comme terminé le débat à propos des amendements sur lesquels nous avons statué. Je continuerai de procéder à l'avenir de la même manière, c'est-à-dire en me fondant sur mon opinion personnelle, parce que le règlement m'en a confié la charge et que, s'il devait en être autrement, il l'aurait confiée à une autre autorité. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

La parole est à M. le président de la commission des lois.

M. Jean Foyer, président de la commission. Dans ce débat, monsieur le président, plusieurs points sont absolument certains, mais deux sont incontestables. Ils sont d'ailleurs la conséquence l'un de l'autre.

Le premier, c'est le pouvoir que vous tenez personnellement, et sans avoir à donner de motif, de l'article 98 du règlement. Vous en avez fait usage dans les décisions que vous venez d'arrêter et que je me garderai bien de remettre en cause.

Cela dit, se pose le problème général de l'application de l'article 40 de la Constitution dans un débat comme celui d'aujourd'hui. Et puisque M. le président de la commission des finances a cru devoir développer très longuement sa position, je remercie l'Assemblée de bien vouloir me permettre d'exposer, très brièvement, l'opinion contraire.

Il me semble que l'interprétation de l'article 40 est fondamentalement différente selon que nous sommes en présence de l'une ou de l'autre des deux situations suivantes :

Première situation : le Gouvernement qui tire de l'article 40 une certaine exclusivité de l'initiative des lois, dépose un projet de loi tendant à réformer un impôt ancien, lequel serait maintenu et simplement modifié dans telle ou telle de ses dispositions ou dans son aménagement.

Dans cette première hypothèse, j'admets tout à fait que l'article 40 s'applique...

M. André Fanton. Très bien !

M. Jean Foyer, président de la commission. ... et que, par conséquent, le maximum des diminutions de ressources qui puissent résulter de notre vote soit déterminé par l'initiative

gouvernementale soit par le projet de loi initial, soit par une lettre rectificative ultérieure, soit par des amendements déposés par le Gouvernement.

Dans cette hypothèse, il n'y a pas de problème.

Si le Gouvernement nous avait saisis d'un projet de loi tendant à réformer la patente, nous serions limités par le texte gouvernemental. Nous ne pourrions pas aller au-delà. Nous pourrions apporter des modifications en nous limitant à ce plafond ; nous n'aurions pas le droit de le crever.

Mais nous sommes dans la seconde hypothèse, qui est tout à fait différente de la première.

Par son projet de loi, le Gouvernement ne nous invite pas à apporter des modifications ou des aménagements à la vieille patente ; il nous propose de dire, dès l'article 1^{er}, que cet impôt, honni, détesté, critiqué, est supprimé et ensuite de définir les règles d'assiette, de taux et de recouvrement d'un impôt entièrement nouveau.

Dans ces conditions, la patente ayant disparu du fait de l'initiative gouvernementale, le Parlement est parfaitement libre d'aménager comme il l'entend la nouvelle taxe professionnelle.

M. André Fanton. Très bien !

M. Jean Foyer, président de la commission. Je dois dire que les arguments développés par M. le président de la commission des finances tout à l'heure m'ont surtout frappé parce qu'ils se fondaient sur le fait et non sur le droit.

Que nous a exposé, pour l'essentiel, M. leart ? Que d'exonération en exonération, nous pourrions, à la limite, supprimer complètement l'assiette de l'impôt, de sorte qu'il n'y aurait plus d'impôt du tout.

C'est bien un pur argument de fait. C'est, de surcroît, prêter à l'Assemblée une intention qui serait tout à fait ridicule. Je ne vais donc pas continuer à discuter sur ce terrain.

Je voudrais, au contraire, faire observer à l'Assemblée que tout le raisonnement de M. le président de la commission des finances repose sur une pétition de principe et sur une contradiction formelle, puisque, après avoir voté la suppression de la patente, nous demeurerions, jusqu'à la fin du débat, limités dans nos initiatives par les règles résultant de cet ancien impôt supprimé.

M. André Fanton. Très bien !

M. Jean Foyer, président de la commission des lois. C'est absolument indéfendable logiquement. Je ne crois pas davantage qu'il soit possible de faire une distinction ni entre les modifications de l'assiette, d'une part, et les exonérations, d'autre part, ni, d'ailleurs, entre telle ou telle catégorie d'exonérations et telle ou telle autre catégorie d'exonérations.

L'argumentation que je développe est encore renforcée par le caractère de l'impôt dont il s'agit.

M. le président de la commission des finances, tout à l'heure, a critiqué le qualificatif d'« impôt de répartition » donné à la patente, tout en reconnaissant, d'ailleurs, qu'elle le conservera intégralement pendant la période initiale. Sans doute le conservera-t-elle aussi dans le régime définitif.

Dans le régime provisoire, les assemblées locales seront maîtresses de déterminer, par leur vote, le produit de l'impôt.

Dans le régime définitif, la technique fiscale sera quelque peu modifiée, en ce sens que ce n'est plus le produit qui sera fixé par la délibération de l'assemblée locale, mais le taux de l'impôt ; et comme ce taux de l'impôt résultera de la division des bases de l'impôt par le produit attendu, cela reviendra exactement au même.

Dès l'instant que les assemblées locales resteront maîtresses ou de la détermination du produit ou de la fixation du taux, ce que nous pouvons faire ici n'aura pas d'autre effet que d'entraîner des transferts, des déplacements de charges d'une catégorie de redevables sur une autre catégorie de redevables. Je considère que cela relève entièrement des pouvoirs du Parlement.

L'article 40 de la Constitution est une disposition dont je ne conteste pas l'utilité ni même la nécessité : elle a certainement eu un effet très bénéfique sur la gestion des finances publiques depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 1958.

Il n'en reste pas moins que cette disposition est exceptionnelle. Elle fait exception à la règle générale selon laquelle les parlementaires exercent un droit d'initiative, soit par des propositions de loi, soit, au cours de la procédure législative, par des amendements.

A raison de son caractère exceptionnel, cet article doit donc être interprété strictement, et je pense que l'interprétation que je viens de proposer à l'Assemblée s'impose aussi bien par le

texte que par les principes constitutionnels. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants, des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, m'interdisant d'intervenir dans un débat qui oppose deux commissions de l'Assemblée, je souhaite verser au débat trois brèves observations.

Premièrement, je rappelle à l'Assemblée, qui le sait sans doute aussi bien que moi, que, pour la réforme des autres impôts locaux — taxes foncières et taxe d'habitation — personne n'a mis en doute le bien-fondé de l'application de l'article 40 de la Constitution.

Plusieurs députés communistes. Si !

M. le ministre de l'économie et des finances. et que l'Assemblée nationale comme le Sénat l'ont appliqué. Les textes ont été votés. Les bases ont été modifiées dans le cadre de l'application de l'article 40. C'est un point de fait.

Deuxièmement, je rappelle — et cet argument est une contribution que j'apporte à l'exposé juridique de M. le président Foyer — que le projet de loi en discussion a été déposé en vertu de l'article 8 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat. Cet article 8 prévoit une disposition intermédiaire entre la création de l'impôt nouveau et la réforme de l'impôt ancien — je livre ces propos à votre sagacité, monsieur le président — puisqu'il y est dit que « le Gouvernement déposera... un projet de loi portant réforme de la contribution des patentes et définissant la ressource locale appelée à la remplacer ».

Il s'agit donc d'un remplacement. Par conséquent, la théorie de l'impôt nouveau ne peut pas s'appliquer.

Plusieurs députés communistes. Il s'agit d'une suppression !

M. le ministre de l'économie et des finances. Troisièmement, indépendamment de ces problèmes, et s'agissant d'une ressource locale qui a suscité hier de nombreuses interventions à propos des petites collectivités locales — M. Voisin et M. Cornet, notamment, en ont beaucoup parlé — chacun conviendra que l'extension du champ de l'exonération ou la modification de l'équilibre général du projet auraient sur certaines collectivités locales des conséquences très lourdes, qu'il est difficile de chiffrer en séance, au vu d'un amendement, alors que l'architecture générale du projet a été fixée.

C'est pourquoi, monsieur le président, je continuerai de demander l'application de l'article 40 de la Constitution lorsqu'il apparaîtra au Gouvernement qu'il est applicable.

M. Jean Foyer, président de la commission des lois. « *Perseverare diabolicum* » !

M. André Fanton. Ce n'est pas parce que l'architecture est en cause que l'article 40 de la Constitution est applicable !

M. le président. L'Assemblée s'était arrêtée à la discussion de deux amendements identiques, n° 47 de la commission des finances et 73 de M. Vizet.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Monsieur le président, j'ai déjà présenté l'amendement n° 47 tout à l'heure.

Je peux redire ce que j'ai déjà dit : cet amendement, adopté par la commission des finances, tend à exonérer de la taxe professionnelle toutes les régies des collectivités locales, y compris celles qui exerceront l'option pour le régime de la T. V. A.

Cet amendement a soulevé, je crois, de la part de la commission des lois qui l'exprimera à nouveau si elle le juge bon, une observation qui revenait à dire que cet amendement était inutile parce que la chose allait de soi.

J'en tire donc cette conclusion modeste qu'une précision de M. le ministre des finances pourrait trancher le débat.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. Le Gouvernement confirme que, selon l'interprétation de la commission des lois, la précision proposée par l'amendement n'était pas nécessaire.

Mais, étant donné qu'une chose est encore plus claire quand on l'exprime, le Gouvernement laisse le choix à la commission des lois : ou elle confirme que tel est bien le cas sans amendement, ou elle accepte de se rallier à l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des lois ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. La commission a repoussé les amendements n° 47 et 73, pour le motif auquel M. le rapporteur général vient de faire allusion.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 47 et 73.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de six amendements, n° 7, 135, 144, 26, 99 et 130, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 7, présenté par M. Burckel, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Après le troisième alinéa b du paragraphe II de l'article 2, insérer le nouvel alinéa suivant :

« c) Sont également exonérés les redevables dont les bases d'imposition, calculées selon les articles 3, 4 et 17 de la présente loi, n'excèdent pas 1 250 F. »

L'amendement n° 135, présenté par M. Hamel, est libellé comme suit :

« Après le troisième alinéa b du paragraphe II de l'article 2, insérer le nouvel alinéa suivant :

« c) Les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprise individuelle, dont la masse salariale est inférieure au triple du montant annuel du S. M. I. C. sont exonérés. »

L'amendement n° 144, présenté par MM. Bardol, Duroméa, Vizet, L'Huillier et les membres du groupe communiste, dont la commission accepte la discussion, est ainsi libellé :

« Après le troisième alinéa b du paragraphe II de l'article 2, insérer le nouvel alinéa suivant :

« c) Les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprises individuelles, dont la masse salariale n'excède pas deux fois et demie le montant annuel du S. M. I. C.

« Dans cette masse salariale ne sont pas compris les salaires et avantages en nature des apprentis de moins de vingt ans sous contrat d'apprentissage passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du code du travail et ceux de l'épouse travaillant avec son mari et des enfants travaillant avec leur père ou leur mère. »

L'amendement n° 26, présenté par MM. André Glon, Bertrand Denis, Vauclair, de Montesquiou, Mme Stéphan, MM. Turco et Jean-Claude Simon, est conçu en ces termes :

« Après le troisième alinéa b du paragraphe II de l'article 2, insérer les nouvelles dispositions suivantes :

« c) Les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprises individuelles, dont la masse salariale n'excède pas deux fois et demie le montant annuel du S. M. I. C. sont exonérés.

« Pour l'application de ces dispositions, ne contribuent pas à la masse salariale les salaires, les rémunérations et avantages en nature :

« 1^{er} Des apprentis âgés de moins de vingt ans sous contrat d'apprentissage passé dans les conditions prévues par les articles L. 111-1, L. 111-2 et L. 111-3 du livre I^{er} du code du travail ;

« 2^o De la femme travaillant avec son mari et des enfants travaillant avec leur père ou leur mère ;

« 3^o Du simple manœuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession. »

L'amendement n° 99, présenté par M. Daniel Goulet, est rédigé ainsi :

« Substituer au dernier alinéa de l'article 2 les nouvelles dispositions suivantes :

« c) Les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprises individuelles dont la masse salariale n'excède pas deux fois et demie le montant annuel du S. M. I. C. sont exonérés.

« Pour l'application de ces dispositions, ne contribuent pas à la masse salariale les salaires, rémunérations et avantages en nature :

« 1. Des apprentis sous contrat d'apprentissage ;

« 2. De la femme travaillant avec son mari et des enfants travaillant avec leur père ou leur mère.

« La charge du système actuel d'incitation fiscale à l'aménagement du territoire incombe au budget national. »

L'amendement n° 130, présenté par M. d'Harcourt, est ainsi libellé :

« Après le troisième alinéa b du paragraphe II de l'article 2, insérer le nouvel alinéa suivant :

« c) Sont également exonérés les artisans et commerçants dont le bénéfice net est inférieur à deux fois et demie le montant du S. M. I. C. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 7.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Cet amendement s'inscrit dans un plan d'ensemble et doit être rapproché des dispositions qui seront analysées lors de l'examen du paragraphe II de l'article 3.

Il nous a paru nécessaire de prévoir, en faveur des redevables visés par notre amendement, un seuil d'exonération que nous avons fixé à 1250 francs, et cela dans un souci de simplification fiscale.

C'est pourquoi nous souhaitons que l'Assemblée adopte notre amendement.

M. le président. La parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 135.

M. Emmanuel Hamel. Mon désir d'épargner aux tout petits entrepreneurs les problèmes que leur pose souvent la patente étant satisfait par la disposition qui fait l'objet de l'amendement n° 7, je retire le mien.

M. le président. L'amendement n° 135 est retiré.

La parole est à M. Bardol, pour soutenir l'amendement n° 144.

M. Jean Bardol. Nous considérons qu'il faut absolument exclure de la masse salariale les salaires, rémunérations et avantages en nature versés aux apprentis âgés de moins de vingt ans, placés sous contrat d'apprentissage passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du code du travail, ainsi que les salaires et autres avantages versés à l'épouse qui travaille avec son mari et ceux des enfants qui travaillent avec le père ou la mère.

En effet, comme l'ont démontré hier mes amis Waldeck L'Huilier, Frelaut, Combrisson et même des orateurs de la majorité, la taxe professionnelle sera malheureusement aussi lourde pour les petits et moyens redevables que l'était la patente.

C'est pourquoi nous demandons à l'Assemblée d'adopter notre amendement.

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Simon, pour défendre l'amendement n° 26.

M. Jean-Claude Simon. Monsieur le président, sous réserve que le Gouvernement accepte l'amendement déposé par M. Burckel au nom de la commission des lois, nous serions prêts à retirer notre amendement.

M. le président. Vous vous rallieriez donc à l'amendement n° 7: cela simplifierait le débat.

La parole est à M. Goulet, pour défendre l'amendement n° 99.

M. Daniel Goulet. Suivant le même raisonnement, je me rallierais également à l'amendement de la commission des lois.

M. Jean Bardol. Mais ces amendements n'ont pas le même champ d'application!

M. le président. La parole est à M. d'Harcourt, pour défendre l'amendement n° 130.

M. François d'Harcourt. L'objet de mon amendement est d'exonérer de la taxe professionnelle les commerçants et les artisans dont le bénéfice net est inférieur à deux fois et demie le montant du S. M. I. C., de façon à leur procurer une garantie.

En effet, les deux critères présentés dans le rapport de la commission pour le calcul de cette nouvelle taxe sont, d'une part, la masse salariale et, d'autre part, les valeurs locatives.

Ces critères appellent quelques réserves.

En effet, les valeurs locatives font actuellement l'objet d'une révision et, bien que celle-ci ne soit pas encore achevée, nous savons d'ores et déjà que, dans de nombreux cas, elle se traduira par une hausse.

Ainsi, l'allègement de 60 p 100 prévu par le texte gouvernemental ne risque-t-il pas d'être compromis par une hausse des valeurs locatives, qui pourrait être supérieure à ce taux?

Quant au critère de la masse salariale, on peut craindre qu'il ne pénalise des entreprises qui accordent d'importantes rémunérations à leurs salariés et que, en conséquence, les chefs d'entreprise ne soient incités à se séparer d'une partie de leur personnel afin de diminuer le volume de la masse salariale, puisque celle-ci est retenue comme critère d'imposition.

Le « bénéfice fiscal » paraissait être, à beaucoup d'égards, un critère plus juste. Ainsi, un épicier employant quatre salariés, mais réalisant un chiffre d'affaires inférieur à celui d'un bijoutier employant deux salariés, avec un chiffre d'affaires plus important, paiera une taxe professionnelle plus élevée que celle du premier.

Compte tenu du caractère éminemment variable de ces deux critères, il me paraît nécessaire de garantir aux petits commerçants et aux artisans et, d'une manière générale, aux tra-

vailleurs indépendants et aux chefs d'entreprise individuelle, une exonération de la taxe professionnelle lorsque le bénéfice net est inférieur à une somme égale à deux fois et demie le montant du S.M.I.C.

L'adoption d'une telle disposition apporterait aux intéressés une garantie, une sécurité à laquelle ils ont droit.

Je souhaite, monsieur le ministre de l'économie et des finances, que vous ne vous opposiez pas à mon amendement qui va dans le sens d'une plus grande justice fiscale et rejoint, par là même, les objectifs du projet de loi que vous nous présentez.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances, pour donner l'avis du Gouvernement sur les divers amendements.

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, je suis au regret d'annoncer que l'article 40 de la Constitution me paraît devoir s'appliquer à tous ces amendements.

Mais je comprends le souci de leurs auteurs qui veulent atténuer les effets de la taxe professionnelle sur des catégories professionnelles qui se placent, sur le plan des revenus, juste au-dessus des catégories dont nous avons largement allégé le système d'imposition, en ne prenant en considération que les bases d'imposition.

Le Gouvernement oppose donc l'article 40 de la Constitution à tous ces amendements, mais il déposera, à l'article 3, un amendement qui aura pour objet d'élargir les possibilités d'atténuation des bases d'imposition au-delà du système prévu audit article, en vue de régler les cas dont il vient d'être fait état à propos des petites entreprises personnelles et familiales.

M. Emmanuel Hamel. Merci, monsieur le ministre!

M. le président. Tout en promettant un certain nombre de choses, le Gouvernement oppose donc l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 7 de la commission des lois — auquel MM. Jean-Claude Simon et Goulet, auteurs des amendements n° 26 et 99, étaient prêts à se rallier — ainsi qu'aux amendements n° 144 et 130. M. Hamel ayant, je le rappelle, retiré l'amendement n° 135.

La commission des finances estime-t-elle que ces amendements entraînent une diminution des ressources publiques?

M. Fernand Icard, président de la commission des finances. Oui, monsieur le président, et j'estime que l'article 40 de la Constitution leur est opposable.

M. le président. En conséquence, les amendements sont déclarés irrecevables.

M. Maurice Papon, rapporteur général, a présenté un amendement n° 48 libellé en ces termes:

« Après le troisième alinéa b du paragraphe II de l'article 2, insérer le nouvel alinéa suivant:

c) Les ports autonomes maritimes et fluviaux ainsi que les collectivités locales et établissements publics concessionnaires d'installations publiques portuaires sont exonérés. »

La parole est à M. le rapporteur général.

Plusieurs députés communistes. Article 40!

M. Maurice Papon, rapporteur général. Non, mes chers collègues, parce que les ports maritimes n'étaient point assujettis à la patente.

Le non-assujettissement des ports à la patente procédait d'une pratique et non d'un texte.

M. Jean Foyer, président de la commission des lois. Alors?

M. Maurice Papon, rapporteur général. Cet amendement se justifie donc puisque les exonérations prévues en matière de contribution des patentes, applicables à la taxe professionnelle, ne visent pas les ports maritimes, parce qu'en fait ces derniers n'y sont plus assujettis depuis 1942.

Cette précision juridique étant donnée, monsieur le président de la commission des lois, je précise que l'amendement n° 48 a des implications d'ordre économique. Il reflète, en effet, le souci de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan d'être cohérente avec une politique générale dans laquelle le développement des exportations occupe une place privilégiée.

Or, en soumettant les ports maritimes et fluviaux à la taxe professionnelle — ce qui serait nouveau — on majorerait ainsi les droits de port puisque, aux termes de la réglementation en vigueur, ces organismes sont tenus d'assurer l'équilibre de leur compte d'exploitation et, par conséquent, de relever les droits de port dès que des charges nouvelles leur sont infligées.

Je n'entrerai pas dans une démonstration détaillée à cet égard. Mais qu'il s'agisse des ports de Marseille, du Havre ou de Dunkerque, la pratique prouve que leur trafic, dans certains secteurs, est à la limite, précisément, du prix de revient. Un surcroît de charges se traduirait donc par un détournement de leur activité au profit des ports étrangers, ici en faveur de Rotterdam ou d'Anvers, là de Gênes ou de Trieste. Nous ne devons pas nous exposer à un tel risque au moment où le rythme de nos exportations se ralentit par suite de la hausse de notre monnaie.

Il convient donc de prêter attention à ces situations marginales. D'ailleurs, monsieur le ministre, interrogé sur ce point en commission des finances, vous vous étiez montré très compréhensif. Tel est le sens de cet amendement que la commission a adopté à une large majorité.

Je précise que si nous n'avons pas incli les aéroports dans ces dispositions, c'est qu'ils sont soumis au paiement de la patente et que de ce fait l'article 40 de la Constitution aurait été opposable, ce que le président de la commission des finances ou le Gouvernement n'auraient pas manqué de rappeler. Toutefois, M. Icart est d'accord avec moi pour souligner tout l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Gouvernement étudie la question et prenne, le cas échéant, des mesures permettant à nos aéroports de ne pas se trouver en situation d'infériorité par rapport aux aéroports étrangers.

M. le président. La parole est à M. Duroméa pour répondre à la commission.

M. André Duroméa. Il est exact que depuis de nombreuses années les ports autonomes sont exonérés de la patente. Il en résulte pour les collectivités locales une perte importante de ressources. Nous demandons par conséquent au Gouvernement quelles mesures il compte prendre, au cas où cet amendement serait adopté, pour compenser cette perte, afin que les collectivités locales ne soient pas indéfiniment victimes de cet état de choses que perpétuerait l'adoption d'un amendement auquel nous sommes opposés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre, la commission des lois a repoussé cet amendement.

Je me permets de rappeler à M. le rapporteur général que les ports autonomes sont normalement assujettis au paiement de la patente par une loi du 28 juin 1941...

M. Maurice Papon, rapporteur général. Non appliquée !

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur... qui n'a plus été appliquée à partir de 1942 à la suite d'une décision réglementaire...

M. Jean Foyer, président de la commission. Donc illégale !

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Il serait par conséquent tout à fait normal que le champ d'application de la future taxe professionnelle s'étende aux ports autonomes.

Qu'il me soit également permis de relever certaines contradictions de la part de la commission des finances lorsqu'elle oppose l'article 40 de la Constitution à certains autres amendements. L'un des objectifs que, me semble-t-il, souhaite atteindre le Gouvernement, par ce texte, est d'alléger l'imposition des petits redevables. Or, pour éviter des transferts de charges trop importants, il est nécessaire d'élargir la base de l'assiette de la taxe.

Une excellente occasion d'y parvenir nous est offerte.

Nous avons tout de même été sensibles à l'argumentation développée par M. Papon. Mais nous souhaiterions, si le texte du projet de loi était maintenu, que le Gouvernement étudie certaines modalités d'adaptation et prévoit notamment des réductions s'agissant des valeurs locales. Ainsi éviterait-on de trop pénaliser d'une année sur l'autre les ports autonomes qui passeraient d'un régime d'exemption à un régime d'imposition. A ce propos il serait en outre judicieux de prendre connaissance des conclusions de la commission de la Communauté économique européenne chargée d'étudier les conditions de la concurrence entre les ports européens.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des lois vous demande de repousser l'amendement présenté par M. Papon

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général

M. Maurice Papon, rapporteur général. Je ne puis laisser mon collègue et ami M. Burckel dire que cet amendement est celui de M. Papon. Je défends un texte devenu impersonnel, celui que la commission des finances a adopté. On ne saurait d'ailleurs reprocher à celle-ci de se préoccuper de la situation

économique et d'essayer d'être cohérente avec la politique économique définie par le Gouvernement et approuvée à plusieurs reprises par cette assemblée, surtout dans un domaine aussi sensible et aussi vulnérable que celui de l'exportation.

Je réponds tout de suite à M. Duroméa qu'il a une mauvaise conception fiscale du sujet. En effet, le déclin des transactions du port du Havre ne favorisera ni l'activité économique ni les finances de la ville.

Je prendrai un seul exemple : le port de Dunkerque. Le coût pour la collectivité des détournements de trafic dus à l'augmentation des droits de port consécutive à l'assujettissement à la taxe professionnelle serait de 71 millions de francs. Or, cette somme représente à peu près la moitié du produit de la taxe totale que devrait rapporter la patente pour l'ensemble des ports sur les bases de la loi de 1975 si elle est votée.

M. Jean Bardol. D'où le tenez-vous ?

M. Maurice Papon, rapporteur général. On pourrait faire la même démonstration pour Marseille, pour le Havre, etc.

Dans ces conditions, je demande à mes collègues de se donner pour impératif primordial la politique d'exportation de la France qui, vous le constaterez, risque d'être difficile au fur et à mesure des modifications des taux de change, ce qui dépasse largement le cadre de la présente discussion.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. le ministre de l'économie et des finances. Toutes les infrastructures de transport — autoroutes, voies ferrées, aéroports, canaux — sont actuellement soumises à la fiscalité locale. Les ports y échappent à la suite de décisions prises pendant la dernière guerre mondiale pour faciliter leur reconstruction.

Par conséquent, dans le cadre des dispositions que je rappelais tout à l'heure à l'Assemblée, je ne puis demander l'application de l'article 40 de la Constitution. La commission des finances a d'ailleurs raison de faire observer que depuis 1942 les ports ne sont pas soumis à la patente.

Le projet du Gouvernement, tel qu'il résulte des articles 2 et 5, tend à assujettir les ports à la taxe professionnelle comme les autres infrastructures. Mais, conscient des impératifs qu'a rappelés M. le rapporteur général et de la situation très difficile de concurrence internationale, nous proposons, à l'article 5, de retarder de trois ans l'application de cette mesure.

Ainsi nous tenons compte de deux objectifs : élargir le champ d'application de la taxe professionnelle et limiter les risques de concurrence internationale.

M. Papon nous demande d'exonérer définitivement les ports. Si, sur un plan conjoncturel, la mesure peut prendre tout son sens pour les grands ports dont le trafic est important, en revanche les ports de plaisance ne devraient pas en bénéficier. Or, l'amendement n° 48 englobe indistinctement « les ports autonomes maritimes et fluviaux ainsi que les collectivités locales concernées ».

Par conséquent, deux solutions sont possibles : ou bien l'Assemblée maintient l'exonération des ports et considère que ces derniers sont en quelque sorte des établissements extra-territoriaux et que les collectivités locales qui participent à leur développement doivent, à cet égard, échapper à la fiscalité, ou bien M. Papon accepte, au nom de la commission des finances, de retirer l'amendement. Dans ce cas, nous proposerons un nouveau dispositif à l'article 5 qui résulte d'ailleurs d'un amendement de la commission des lois aux termes duquel les règles de l'assiette de la taxe professionnelle serait adaptées pour éviter toutes ces difficultés.

Tel est le choix que je vous propose et dont chacun peut comprendre l'importance.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Je n'ai pas la possibilité de retirer l'amendement n° 48.

M. le ministre de l'économie et des finances. Si l'Assemblée n'adopte pas l'amendement de la commission des finances, l'établissement de l'imposition permettra de donner un avantage aux ports qui sont vraiment concurrentiels et de maintenir dans le régime normal les ports de plaisance et assimilés, car rien ne justifie une dérogation en leur faveur.

En revanche, en cas d'adoption de l'amendement, il n'y aura pas une exonération nouvelle, mais simplement le maintien d'un état de fait existant en France depuis 1942.

En ce qui concerne les aéroports, la situation est inverse. Ils sont actuellement imposés mais, compte tenu de la concurrence internationale à laquelle ils doivent aussi faire face, une proposition commune pourrait être dégagée en renvoyant à la discussion de l'article 5 l'examen des dispositions concernant

les ports autonomes, les collectivités concessionnaires et les aéroports. Nous aurions ainsi tout le temps de discuter des conditions d'application de la taxe professionnelle à l'ensemble de ces infrastructures qui participent à la concurrence inter-nationale.

Telle est la solution que je proposerais à la commission des finances, si toutefois elle voulait bien retirer son amendement. Nous pourrions alors nous mettre d'accord sur une rédaction plus intéressante. Mais, M. le rapporteur général n'ayant pas la possibilité de retirer l'amendement n° 48 accepté par la commission, je demande à l'Assemblée de ne pas l'adopter, étant entendu que nous proposerons un sous-amendement à l'amendement de M. Burckel à l'article 5 prévoyant une adaptation des valeurs locatives pour les ports autonomes et pour les aéroports. Nous nous donnons un délai de trois ans pour y parvenir.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Le rapporteur général se rallie à titre personnel à l'hypothèse envisagée par M. le ministre de l'économie et des finances, à condition toutefois que, dans le sous-amendement qu'il proposera à l'article 5, il écarte toute date guillotine.

Je propose donc que l'amendement n° 48 soit retiré.

Mais je demande que son texte subsiste sous la forme d'un amendement n° 48 rectifié à l'article 5.

M. le président. L'amendement n° 48 est donc retiré.

Son texte subsiste pourtant dans un amendement n° 48 rectifié applicable à l'article 5.

Je suis saisi de trois amendements, n° 8, 118 et 49 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 8, présenté par M. Burckel, rapporteur, est libellé en ces termes :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa du paragraphe II de l'article 2.

« Le système actuel d'incitations fiscales à l'aménagement du territoire est supprimé. Les entreprises conservent le bénéfice des exonérations de patente consenties à ce titre avant l'entrée en vigueur de la présente loi. »

L'amendement n° 118, présenté par MM. Bouloche, Boulay, Massot, Gaudin, Dubedout, Alain Bonnet, Josselin, Clérambeaux, Notebart, Crépeau, Mermaz, Bernard, Antagnac et les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et apparentés, est rédigé comme suit :

« Substituer au dernier alinéa de l'article 2 les nouvelles dispositions suivantes :

« III. — Le système actuel d'incitations fiscales à l'aménagement du territoire est maintenu, sous les réserves suivantes :

« a) Les exonérations prévues par l'article 1473 bis du code général des impôts ne porteront que sur la partie de la base d'imposition constituée par les salaires calculés comme il est dit à l'article 3 ci-après ;

« b) Les agréments visés à l'article 1473 bis précité seront délivrés par délibération du conseil régional sur avis, selon le cas, soit du ministère de l'économie et des finances, soit du directeur régional des impôts ou du directeur des services fiscaux compétent »

L'amendement n° 49, présenté par M. Maurice Papon, rapporteur général, et M. Mario Bénard est ainsi conçu :

« Compléter le dernier alinéa du paragraphe II de l'article 2 par la phrase suivante :

« L'exonération prévue à l'article 1473 bis du code général des impôts peut toutefois être modulée en fonction des dispositions du plan d'occupation des sols, compte tenu de l'implantation de l'activité sur le territoire de la collectivité locale. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 8.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Monsieur le président, je vais essayer d'être aussi bref que possible puisque nous avons eu l'occasion de développer, au cours de la discussion générale, les raisons qui ont présidé au dépôt de cet amendement tendant à supprimer le système actuel d'incitation fiscale à l'aménagement du territoire.

Je rappelle simplement que les communes consentent, à cet égard, un effort très important qui a été évalué à 240 millions de francs pour l'année 1974. Or, cet effort croît d'année en année.

Si la mesure était efficace au départ, elle a perdu peu à peu de son efficacité du fait même de sa généralisation à l'ensemble du territoire national.

Il faut bien reconnaître que les communes prennent en charge une partie de la politique nationale d'aménagement du territoire.

Il s'agit, monsieur le ministre, d'un amendement de principe dont le premier objectif est d'appeler votre attention sur les efforts que consentent les communes à ce titre. Il serait donc intéressant de prendre en considération cet élément lorsque le Gouvernement établira son nouveau plan de répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales.

Nous attendons, monsieur le ministre, vos explications sur ce sujet. Nous aviserons alors sur le sort qu'il convient de réserver à cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Josselin, pour soutenir l'amendement n° 118.

M. Charles Josselin. La concurrence à laquelle se livrent les collectivités locales — au prix de quelles difficultés ? — pour inciter les entreprises à s'installer sur leur territoire, se traduit malheureusement souvent par des pertes fiscales, sans parler des autres charges qu'elles doivent supporter.

L'intention des auteurs de l'amendement que je défends est double. Il s'agit, d'une part, de protéger les collectivités locales et, d'autre part, de leur donner plus de responsabilités.

Il convient d'abord de les protéger contre la concurrence souvent exacerbée à laquelle elles se livrent et qui fait finalement le jeu des entrepreneurs qui spéculent, en quelque sorte, sur les différentes facilités qu'elles leur offrent. Il s'ensuit une escalade quelquefois préjudiciable au bien public.

Il faut aussi les mettre en garde contre le fait que si l'installation d'entreprises se traduit par des créations d'emplois, c'est parfois au détriment de ceux qui existent.

Le paragraphe a) de l'amendement que nous vous proposons et dont je vous rappelle les termes : « Les exonérations prévues par l'article 1473 bis du code général des impôts ne porteront que sur la partie de la base d'imposition constituée par les salaires calculés comme il est dit à l'article 3 ci-après », signifie que les collectivités locales auraient effectivement la possibilité d'exonérer l'entreprise pour la partie relative aux salaires, et pour celle-là seulement, de façon à l'inciter à privilégier la création d'emplois plutôt qu'une mécanisation excessive au détriment du nombre des emplois dans la commune.

La deuxième partie de notre amendement concerne la procédure.

Vous savez que, dans le système actuel, il appartient en fait au ministre de l'économie et des finances, aux directeurs régionaux des impôts ou au directeur des services fiscaux de décider des exonérations de patente lorsqu'une commune a pris une délibération favorable à l'égard d'un entrepreneur.

Or, il nous paraît nécessaire, suivant d'ailleurs sur ce point le rapport sur les orientations préliminaires du VII^e Plan, de profiter de l'occasion pour accroître les responsabilités des instances locales en prévoyant la consultation de l'établissement public régional.

Voilà pourquoi nous avons ainsi rédigé la deuxième partie de l'amendement n° 118 :

« b) Les agréments visés à l'article 1473 bis précité seront délivrés par délibération du conseil régional sur avis, selon le cas, soit du ministère de l'économie et des finances, soit du directeur régional des impôts ou du directeur des services fiscaux compétent. »

Telle est, mes chers collègues, l'économie de cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour soutenir l'amendement n° 49.

M. Maurice Papon, rapporteur général. L'amendement n° 49 proposé par M. Mario Bénard et accepté par la commission des finances, a pour objet de maintenir en faveur des communes, conformément d'ailleurs au texte initial du Gouvernement, le système d'incitation fiscale.

Je suis au regret d'être une nouvelle fois en désaccord avec la commission des lois à ce sujet. Mais je suis obligé de constater que ce système d'incitation fiscale à l'aménagement du territoire est absolument conforme à l'esprit du VII^e Plan dont nous avons approuvé récemment les lignes directrices.

Il est absolument fidèle aussi à l'esprit de décentralisation en faveur des communes. Encore faut-il, pour que ce terme ne reste pas un vain mot, leur en donner les moyens. Or, les abattements ou les exonérations que nous proposons permettraient d'accroître la décentralisation communale.

Pour prévenir les inconvénients qu'a rappelés M. Burekel tout à l'heure — telle a d'ailleurs été l'idée de M. Mario Bénéard — nous proposons de moduler cette exonération en fonction du plan d'occupation des sols et des dispositifs d'accueil en zone industrielle qui peuvent exister dans les communes, de manière à éviter toute anarchie.

Si nous sommes bien d'accord sur ce dernier point, la commission des finances, fidèle une fois de plus à la politique générale de décentralisation et d'industrialisation, fidèle aux options du VII^e Plan qu'elle a rapportées la semaine dernière, demande le maintien de cette exonération modifiée par l'amendement de M. Mario Bénéard.

M. le président. La parole est à M. Bertrand Denis.

M. Bertrand Denis. Mes chers collègues, certains départements ont accompli des efforts considérables pour tenter de garder leurs enfants. Or la connaissance des premiers résultats du dernier recensement prouve que, loin d'être extraordinaires, leurs effets se sont révélés assez faibles.

Dans certains départements ruraux, le tiers, voire la moitié des jeunes se rendent dans les grands centres urbains en dépit de toutes les incitations qui leur sont offertes pour rester sur place.

C'est pourquoi nous appelons au secours pour qu'on ne nous enlève pas ces moyens d'incitation. Certaines collectivités ont usé de l'exonération. Elles n'exigeaient que le quart ou la moitié de la taxe alors qu'elles auraient pu prétendre en percevoir la totalité. Pourquoi les en empêcher ?

S'agit-il d'une surenchère ? Non, hélas ! Les collectivités locales se heurtent à nombre de difficultés pour créer des emplois. Nous en appelons à votre raison, mes chers collègues. Pensez aux collectivités qui ne sont pas situées dans les grands couloirs de circulation, à celles que des problèmes énergétiques ont privé, durant tout le temps qu'a duré la période du charbon, de l'énergie à bon marché et qui ont encore des années de retard à rattraper. Ne leur enlevez pas une possibilité de le faire !

En ce qui concerne la modulation proposée par M. Mario Bénéard, une étude spéciale pourrait être réalisée par la direction de l'aménagement du territoire.

Au point où nous en sommes, il ne serait pas bon de s'attarder sur des détails. Pensez, mes chers collègues, aux collectivités locales qui ne parviennent pas à employer tous leurs enfants et qui les voient s'en aller vers les grandes villes. Laissez-les les aider, dans les limites de la politique d'aménagement du territoire, selon les possibilités qu'offrent les textes.

M. le président. La parole est à M. Voisin.

M. André-Georges Voisin. Je m'étonne qu'on s'acharne à restreindre les libertés des collectivités locales. Celles-ci n'ont qu'une seule possibilité pour inciter une usine à s'implanter sur leur territoire, c'est de l'exempter de patente. Personne ne devrait pouvoir contester leurs initiatives en ce domaine. Or, aujourd'hui, l'Assemblée veut supprimer ce droit aux collectivités. Je suis opposé à ces amendements car je suis partisan de laisser les communes seules juges de ce qu'elles doivent faire en ce domaine.

Je ferai observer à M. Josselin que l'amendement n° 118 peut être extrêmement dangereux. Imaginons une petite commune qui souhaiterait inciter un industriel à s'implanter chez elle en l'exonérant de la T. V. A. Ne risque-t-elle pas, si elle doit solliciter l'agrément du conseil régional, de se heurter, par exemple, à l'opposition du chef-lieu du département qui souhaiterait que cette implantation s'effectuât sur son propre territoire ? Ainsi risquent de naître des polémiques entre les petites communes et la région. Laissons leur liberté aux collectivités locales. Je crois que, sur ce point, nous devrions tous être d'accord.

M. Maurice Papon, rapporteur général. Bien sûr !

M. le président. La parole est à M. Mario Bénéard.

M. Mario Bénéard. Je regrette que l'amendement n° 118 regroupe deux idées totalement distinctes. Il propose, d'une part, de ne faire porter les exonérations que sur la partie de la base d'imposition constituée par les salaires — et c'est là une idée intéressante — et, d'autre part, de soumettre à la délibération du conseil régional les demandes d'exonération. Sur ce second point, je partage entièrement le point de vue de M. Voisin.

Pourquoi les auteurs de cet amendement ont-ils lié ces deux questions qui n'ont aucun rapport, ce qui rend d'ailleurs la discussion malaisée ?

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie et des finances. J'approuve totalement la position de M. Voisin. La possibilité d'exonérer de la taxe professionnelle une entreprise qui s'implante sur le territoire d'une petite commune favorise notre politique d'aménagement du territoire. Cette formule, qui a déjà donné des résultats, permet à des collectivités locales, quelles que soient leurs dimensions et leurs structures, d'attirer chez elles des entreprises.

L'amendement n° 8 de la commission des lois propose de supprimer complètement ce système. Mais je crois avoir compris qu'il s'agissait d'un amendement de principe, et que son objet était essentiellement de provoquer des explications de la part du Gouvernement sur les aides qui seront accordées aux communes au cours du VII^e Plan. C'est une des orientations retenues par le Gouvernement et approuvées par le Parlement que de diversifier ces aides de manière à éviter le phénomène de congestion urbaine et à revitaliser les petites communes rurales et les petites villes.

L'amendement n° 118 défendu par M. Josselin réduit le montant de l'exonération puisqu'il propose de ne la faire porter que sur la base d'imposition constituée par les salaires.

Mais cet amendement a surtout le gros inconvénient de créer un mécanisme d'intervention régionale au niveau des petites communes, et je ne crois pas que cela aille dans le sens de l'efficacité.

L'amendement n° 49 de MM. Papon et Bénéard qui apporte un complément au texte du projet me paraît tout à fait digne d'être pris en considération. Cet amendement propose de moduler l'exonération si l'entreprise qui s'installe respecte les dispositions du plan d'occupation des sols.

Cependant, si je comprends le souci qui a inspiré les auteurs de l'amendement, je crains qu'une telle disposition n'entraîne de grandes complications quant à son application.

En résumé, le Gouvernement est opposé à l'amendement n° 8 de la commission des lois, à laquelle il demande de bien vouloir le retirer. Il est également opposé à l'amendement n° 118 parce qu'il réduit de moitié les avantages actuels. Enfin, il s'en remet à la sagesse de l'Assemblée en ce qui concerne l'amendement n° 49 de MM. Papon et Mario Bénéard, qui complète le dispositif proposé, mais qui lui paraît d'une application difficile, car peu de communes disposent actuellement d'un plan d'occupation des sols approuvé.

M. le président. La parole est à M. Fanton.

M. André Fanton. Je suis, pour ma part, opposé à l'amendement de MM. Papon et Mario Bénéard. Je crains, en effet, comme M. le ministre, que l'application de cet amendement n'ait des conséquences inattendues.

L'exposé des motifs de l'amendement est clair : il s'agit d'inciter les entreprises à s'installer sur telle partie de la commune plutôt que sur telle autre. Mais l'amendement dans sa rédaction actuelle risque, à la limite, d'entraîner, même dans les communes où il n'y aura pas d'implantation de nouvelles entreprises, des taxations différentes selon que les redevables habitent telle ou telle rue, puisque les plans d'occupation des sols sont des plans parcellaires.

Je comprends parfaitement les motifs qui ont inspiré les auteurs de l'amendement, mais je pense qu'une telle disposition risque, ou bien d'être source de conflits locaux, ou bien d'être totalement inapplicable.

M. le président. La parole est à M. Josselin.

M. Charles Josselin. M. Mario Bénéard estime que l'alinéa b de l'amendement n° 118 restreint les libertés des collectivités locales et introduit un nouvel écran au niveau régional.

J'accepte donc de retirer cet alinéa en faisant observer que nous pourrions lui substituer le texte de l'amendement n° 49, si MM. Mario Bénéard et Papon en étaient d'accord.

Ainsi serait maintenue la disposition qui limite l'exonération à la partie de la base d'imposition constituée par les salaires, cela afin de privilégier la défense de l'emploi par rapport à la mécanisation des entreprises.

L'amendement n° 49 qui introduit une plus grande souplesse dans l'application de l'exonération nous paraît aller dans le bon sens.

M. le président. La parole est à M. Mario Bénéard.

M. Mario Bénéard. Je tiens à dissiper un malentendu. M. Fanton semble croire que la modulation que nous proposons dans l'amendement n° 49 s'appliquerait aussi bien aux entreprises déjà installées dans la commune qu'à celles qui envisageraient de venir s'y implanter.

Je puis le rassurer : la référence à l'article 1473 bis du code général des impôts limite très précisément le champ de ma proposition au domaine des entreprises extérieures qui viendraient s'installer pour autant que leur implantation réponde aux nécessités de la politique générale de décentralisation et d'aménagement du territoire.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. Monsieur le président, après avoir entendu M. le ministre de l'économie et des finances, je retire l'amendement n° 8, ainsi que la commission m'a expressément autorisé à le faire.

En ce qui concerne les deux autres amendements, la commission a repoussé l'amendement n° 118 et a donné un avis favorable à l'amendement n° 49 de la commission des finances.

M. le président. L'amendement n° 8 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 118, amputé de son alinéa b.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse, l'Assemblée est consultée par assis et levé.)

M. le président. L'amendement, ainsi modifié, n'est pas adopté.

Je mets aux voix l'amendement n° 49.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Vizet, Frelaut, Maisonnat ont présenté un amendement n° 74 rédigé comme suit :

« Compléter l'article 2 par le nouvel alinéa suivant :

« Toute modification particulière, touchant aux règles d'imposition et à l'assiette de la taxe professionnelle, apportée ultérieurement, ne devra pas se traduire par une perte de recettes au préjudice des collectivités locales. »

La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Cet amendement a pour objet d'éviter que l'Etat ne décide par décret certaines exonérations dont la charge serait supportée, en fin de compte, par les collectivités locales, comme cela s'est déjà produit en faveur de grandes entreprises qui poursuivent des recherches. Je pense notamment à la C. G. E., à la compagnie Thomson et à E. D. F. qui, encore tout récemment, a profité de l'une de ces exonérations.

On nous rétorque que notre amendement est superfétatoire, mais qui nous garantit que le Gouvernement ne décidera pas par décret certaines exonérations, comme cela s'est produit avec la patente ?

A ce propos, il a été décidé que les exonérations dont avait bénéficié E. D. F. étaient supprimées et leur montant restitué aux collectivités locales. Le Gouvernement est-il décidé à agir dans le même sens pour les exonérations accordées au profit des activités de recherche ?

M. le président. C'est, en quelque sorte, l'article 40 de la Constitution opposé au Gouvernement. (Sourires.)

Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Claude Burckel, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, je suis sensible au souci des auteurs de cet amendement qui me conforte dans ma thèse sur l'article 40 de la Constitution. Je constate, en effet, que nous sommes tous d'accord pour protéger les ressources existantes des collectivités locales.

En tout état de cause, je puis affirmer qu'aucune réduction des bases d'imposition ne sera décidée par décret, sauf dans les cas prévus à l'article 5 pour les ports et les aéroports. La taxe professionnelle est un impôt voté par le Parlement et les exonérations ne peuvent être décidées que par lui.

J'estime donc, comme la commission des lois, cet amendement inutile.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 74.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt-deux heures, deuxième séance publique :

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi n° 1634 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle (rapport n° 1695 de M. Burckel au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt heures quinze.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
JACQUES RAYMOND TEMIN.